

Les Africains peinent à instaurer la confiance interethnique mais adoptent la coexistence

Dépêche No. 940 d'Afrobarometer | Maakwe Cumanzala et Carolyn Logan

Résumé

En Afrique, l'identité ethnique est plus qu'une simple question d'appartenance personnelle – elle joue un rôle essentiel dans l'élaboration des dynamiques sociales, économiques et politiques. Mais elle est également évolutive et peut être influencée par le niveau d'études, la profession et d'autres facteurs (Bannon, Miguel & Posner, 2004), tout en étant soumise à l'influence politique, voire à la manipulation (Eifert, Miguel & Posner, 2007).

L'appartenance ethnique est souvent considérée comme une menace à l'unité et la stabilité nationales. Les clivages ethniques peuvent entraîner une répartition inégale du pouvoir et des ressources, marginalisant ainsi certains groupes et alimentant des tensions politiques susceptibles de dégénérer en conflit (Peltier, 2024 ; Wilhelm Otieno, 2024). L'ethnicité et les allégeances ethniques peuvent se mêler à des griefs historiques et à l'exclusion politique (Posner, 2004), ce qui risque de continuer à limiter les opportunités économiques et à perpétuer les cycles de pauvreté (Alesina, Michalopoulos & Papaioannou, 2012).



Mais si elle est souvent considérée comme une source de tension, l'identité ethnique peut aussi stimuler un sentiment de fierté culturelle et d'appartenance à une communauté, d'autant plus que les sociétés africaines sont de plus en plus diversifiées et interconnectées. En ce sens, l'ethnicité peut non seulement diviser mais aussi unir, en contribuant à un sentiment d'objectif commun (Union Africaine, 2021). La diversité et l'identité ethniques peuvent donc être considérées comme une ressource pour le développement plutôt que comme un obstacle à celui-ci (Guterres, 2021). Au vu de cette dualité, comment les Africains eux-mêmes perçoivent-ils leur identité ethnique et l'importance de l'ethnicité dans leur vie sociale et politique ?

De récentes données d'Afrobarometer permettent de répondre à ces questions. Les résultats de 33 pays sondés au cours du Round 9 (2021/2023) révèlent que les Africains sont susceptibles de faire passer leur identité nationale avant leur identité ethnique, ou de faire allégeance aux deux à parts égales ; seule une petite minorité fait passer son identité ethnique en premier. Toutefois, au cours de la dernière décennie, la préférence pour l'identité nationale a légèrement reculé au profit de l'identité ethnique (ou « les deux »).

Cependant, lorsque nous nous penchons sur la façon dont les Africains perçoivent les personnes d'autres ethnies, les données semblent presque contradictoires. D'une part, nous constatons des niveaux de confiance relativement faibles envers les personnes d'autres groupes ethniques – ainsi qu'envers les personnes d'autres religions et d'autres personnes en dehors des réseaux familiaux et communautaires – ce qui constitue un obstacle à une intégration sociale complète. En plus, un nombre croissant de personnes déclarent que leur groupe ethnique est victime de discrimination à caractère ethnique de la part des pouvoirs publics.

Dans le même temps, les résultats révèlent une ouverture généralisée non seulement à l'intégration et à la coexistence, mais aussi à la cohabitation – que ce soit en tant que voisins ou membres mariés de la famille – avec des personnes d'autres ethnies. Ces contradictions suggèrent que la diversité ethnique peut être à la fois un défi et une opportunité pour l'unité et l'inclusion.

Les résultats ci-dessous révèlent comment les Africains perçoivent et gèrent leurs identités ethniques et nationales, et dans quelle mesure l'identité ethnique influe sur la confiance sociale et les expériences de discrimination.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non partisan de recherche par enquêtes qui fournit des données fiables sur les expériences et les évaluations des Africains en ce qui concerne la démocratie, la gouvernance et la qualité de vie. Depuis 1999, neuf rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 42 pays. Les enquêtes du Round 9 (2021/2023) couvrent 39 pays. (Voir le Tableau A.1 en annexe pour la liste des pays et des dates des travaux de terrain.)

Les partenaires nationaux d'Afrobarometer conduisent des entretiens en face-à-face dans la langue choisie par le répondant qui permet d'obtenir des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-2 à +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%.

Cette analyse de 33 pays est basée sur 46.269 entretiens. Les données sont pondérées pour garantir des échantillons représentatifs au niveau national. Pour le calcul des moyennes plurinationales, tous les pays sont pondérés de manière égale (plutôt que proportionnellement à la taille de la population).

Cet article porte sur une série de questions relatives à l'identité ethnique, dont plusieurs ont été incluses dans les enquêtes Afrobarometer depuis plusieurs rounds.

La série commence par une question relative à l'identité ethnique, demandant aux répondants : « A quelle ethnie ou groupe culturel appartenez-vous ? » Nous ne nous étendons pas ici sur les résultats de cette question, mais nous nous concentrerons plutôt sur plusieurs questions qui ont suivi et qui portaient sur les attitudes et les expériences des répondants vis-à-vis de leur identité ethnique. Nous commencerons donc par quelques détails sur la manière dont la question sur l'identité ethnique a été posée et sur le lieu où elle a été posée.

Les enquêtes du Round 9 ont eu lieu dans 39 pays. Cependant, cette question n'a pas été posée aux Seychelles, au Soudan et en Tunisie, qui ne font donc pas partie de cette analyse. En outre, à São Tomé et Príncipe et au Cabo Verde, les personnes interrogées n'ont pas identifié de groupes ethniques en réponse à cette question, mais ont plutôt fait référence à des régions ou à des affiliations basées sur l'âge, le sexe, la profession ou les tendances politiques. Pour les besoins de cette analyse centrée sur l'ethnicité, ces deux pays ont également été exclus. Enfin, en Eswatini, 99% des personnes interrogées n'ont pas indiqué d'identité ethnique, mais ont répondu qu'elles ne reconnaissaient que leur identité nationale ou qu'elles ne se considéraient pas en termes ethniques. Les questions de suivi n'ont pas été adressées à ceux qui n'ont pas identifié d'identité ethnique, de sorte que l'Eswatini est également exclu du reste de cette analyse.

Dans les 33 pays restants, qui font l'objet de la discussion qui suit, les répondants ont identifié plus de 500 groupes ethniques. Nous notons qu'un petit nombre (1,3%) de répondants dans ces 33 pays n'ont pas non plus identifié de groupe mais, comme la majorité des répondants Mswati, ont déclaré qu'ils se considéraient uniquement en termes d'identité nationale. Moins de 1% des répondants ont refusé de répondre ou ont dit qu'ils ne savaient pas. Ces personnes n'ont pas été interrogées sur leur identité ethnique et sont donc exclues du reste

de l'analyse. Dans la plupart des pays, la proportion de répondants exclus était marginale, mais dans quelques-uns, il s'agissait d'une proportion plus importante, notamment 13% en Angola (7% qui disent seulement identité nationale et 6% qui « ne savent pas ») ; 10% au Congo-Brazzaville (7% identité nationale seulement, 2% refus, et 1% « ne savent pas ») ; et 8% en Mauritanie (tous disent identité nationale seulement).

Nous notons enfin qu'au Lesotho et, dans une moindre mesure, au Botswana, les identités « ethniques » proposées par les répondants constituent pour la plupart ce qui est communément considéré comme des sous clans des groupes ethniques Sotho et Tswana, respectivement. Les données relatives à ces deux pays doivent donc être interprétées en conséquence.

Résultats clés

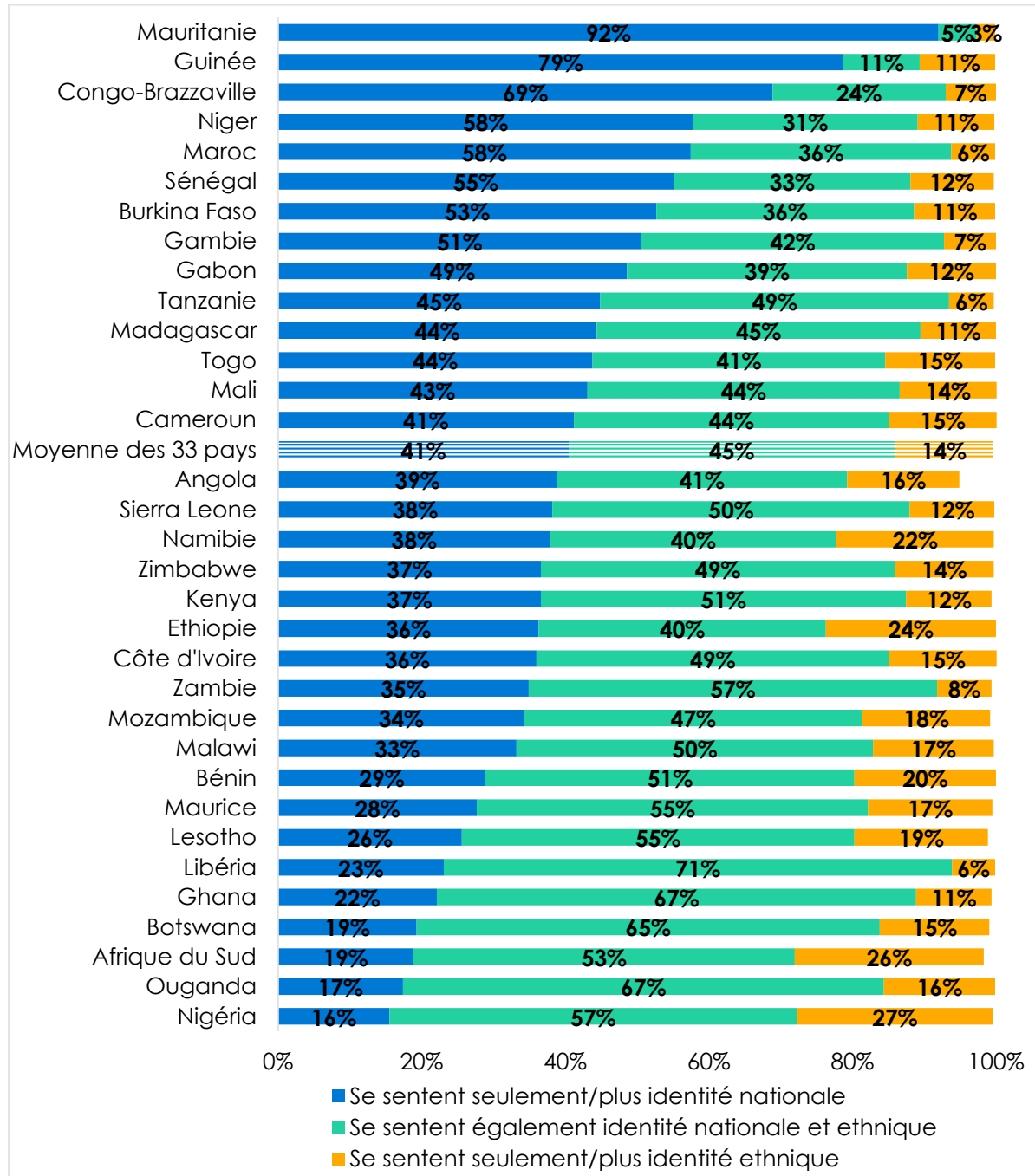
- En moyenne à travers 33 pays, 41% des Africains se sentent plus attachés à leur identité nationale qu'à leur identité ethnique, contre seulement 14% qui privilégient leur identité ethnique par rapport à leur identité nationale ; 45% sont attachés aux deux à parts égales.
 - Au cours de la dernière décennie, à travers 25 pays, l'attachement à l'identité nationale a régressé de 12 points de pourcentage, tandis que la préférence pour l'identité ethnique a gagné 4 points. La proportion de citoyens qui accordent la même valeur aux deux identités s'est accrue de 8 points.
 - La priorité accordée à l'identité nationale a régressé dans la plupart des pays sondés, notamment en Afrique du Sud (-52 points de pourcentage), au Lesotho (-27 points), en Tanzanie (-23 points), au Ghana (-22 points), au Kenya (-20 points) et en Sierra Leone (-20 points).
- Quatre Africains sur 10 (41%) déclarent que les membres de leur groupe ethnique sont « quelques fois », « souvent » ou « toujours » traités de manière injuste par leur gouvernement en raison de leur appartenance ethnique. A travers 25 pays, la perception de la discrimination ethnique s'est accrue de 8 points de pourcentage depuis 2016/2018.
- Environ un Africain sur cinq (21%) disent faire « beaucoup » confiance aux personnes appartenant à d'autres groupes ethniques, tandis que 36% leur font « partiellement » confiance.
- En revanche, neuf Africains sur 10 n'ont aucune objection à vivre aux côtés de personnes d'origines ethniques différentes (90%) et sont ouverts aux mariages interethniques au sein de leur propre famille (89%).
- Et la plupart (85%) indiquent un sentiment d'inclusion, déclarant que les autres citoyens « me considèrent comme un citoyen comme les autres ».
- La confiance et la tolérance interethniques sont plus faibles, et les perceptions de traitement injuste plus fréquentes, chez les personnes qui se sentent plus attachées à leur identité ethnique qu'à leur identité nationale.

Identité nationale contre l'identité ethnique

Après s'être identifiées à leur groupe ethnique, les répondants ont été invités à comparer leur attachement à leur identité nationale par rapport à leur identité ethnique. En moyenne, à travers 33 pays, quatre Africains sur 10 (41%) se sentent plus attachés à leur identité

nationale, tandis que la plupart d'entre eux (45%) déclarent être également attachés à l'une et à l'autre (Figure 1). Seulement 14% se disent plus attachés à leur identité ethnique.

Figure 1 : Identité nationale vs. identité ethnique | 33 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants : Supposons que vous ayez à choisir entre être [citoyen de ce pays] et être un membre du [groupe ethnique du répondant]. Laquelle des affirmations suivantes exprime le mieux vos sentiments ?

- Je me sens seulement [identité nationale].
- Je me sens plus [identité nationale] que [groupe ethnique].
- Je me sens également [identité nationale] et [groupe ethnique].
- Je me sens plus [groupe ethnique] que [identité nationale].
- Je me sens seulement [groupe ethnique].

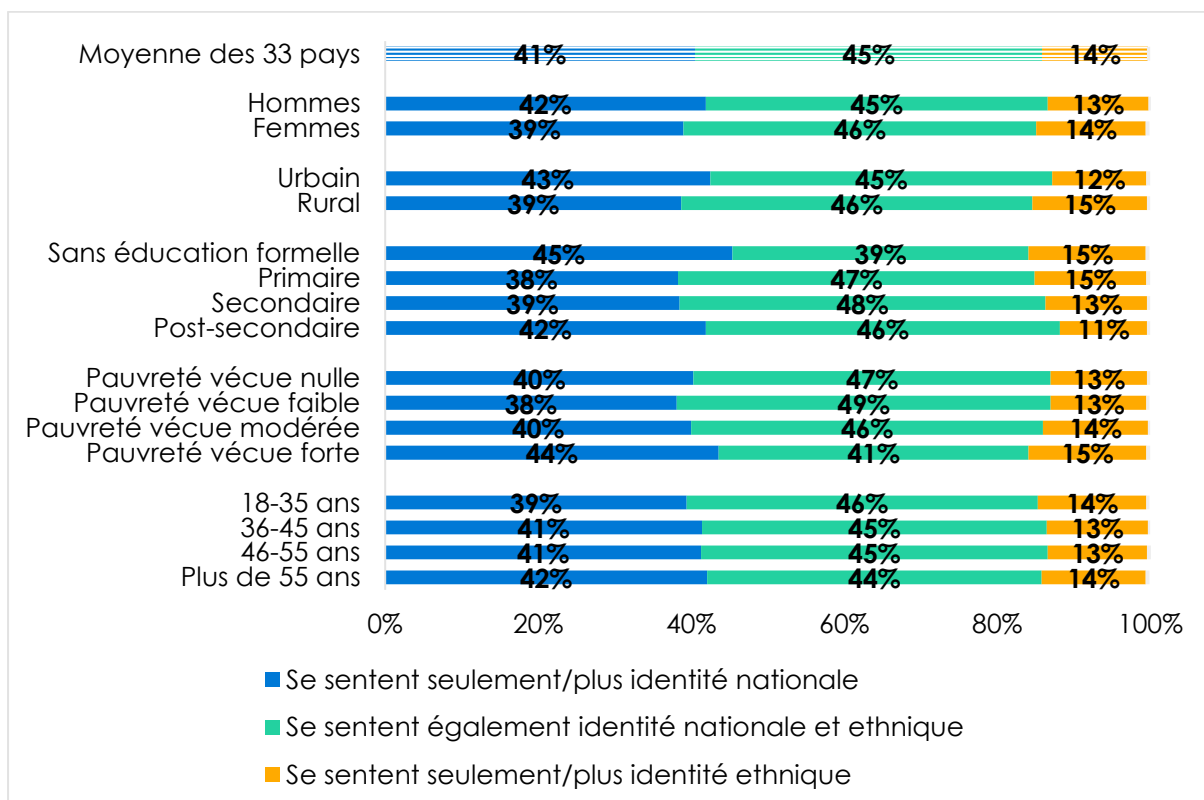
Une écrasante majorité (92%) de Mauritaniens se sentent principalement attachés à leur identité nationale, suivis par 79% en Guinée et 69% au Congo-Brazzaville. Une majorité de répondants adoptent cette position dans huit pays.

Des majorités sont également attachées aux deux identités dans 11 pays, en tête desquels les Libériens (71%), les Ghanéens (67%), les Ougandais (67%) et les Botswanais (65%).

L'expression d'une allégeance première à l'identité ethnique est une position très minoritaire dans tous les pays, atteignant un maximum d'environ un répondant sur quatre dans seulement trois pays : le Nigéria (27%), l'Afrique du Sud (26%) et l'Ethiopie (24%).

Les disparités dans la primauté de l'identité nationale par rapport à l'identité ethnique en fonction des groupes démographiques sont modestes (Figure 2). Les répondants sans niveau d'instruction formelle, ainsi que ceux qui sont confrontés aux plus grandes difficultés économiques¹, ont tendance à manifester des niveaux d'attachement à l'identité nationale plus élevés qu'à l'identité ethnique, par rapport à ceux qui sont plus instruits et plus fortunés. Mais tous les groupes affichent des niveaux tout aussi faibles de préférence principale pour leur identité ethnique.

Figure 2 : Identité nationale vs. identité ethnique | par groupe démographique
 | 33 pays | 2021/2023

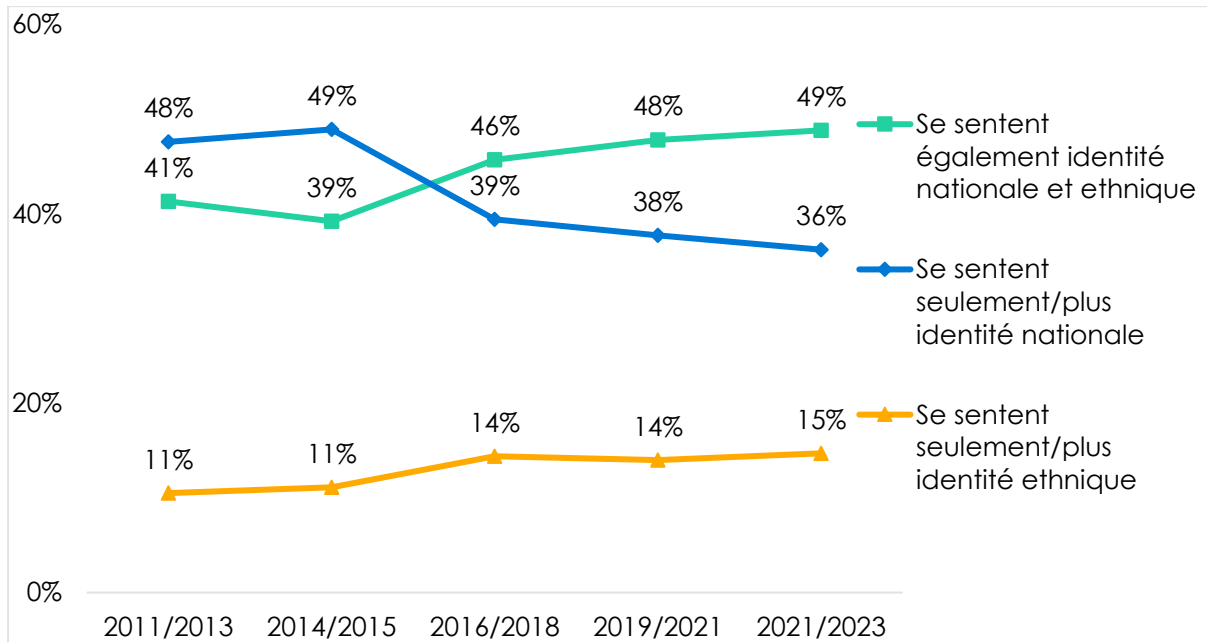


Question posée aux répondants : Supposons que vous ayez à choisir entre être [citoyen de ce pays] et être un membre du [groupe ethnique du répondant]. Laquelle des affirmations suivantes exprime le mieux vos sentiments ?

¹ L'Indice de Pauvreté Vécue (IPV) mesure les niveaux de dénuement des répondants en leur demandant combien de fois eux-mêmes ou leur famille ont manqué de biens de première nécessité (suffisamment de nourriture et d'eau, de soins médicaux, de combustible pour la cuisine et de revenus en espèces) au cours de l'année écoulée. Voir Mattes et Patel (2022) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

A travers les 25 pays où nous avons posé cette question depuis le Round 5 (2011/2013), nous observons des changements notables dans l'attachement à l'identité nationale par rapport à l'identité ethnique (Figure 3). Dans l'ensemble, on observe une régression de 12 points de pourcentage de ceux qui sont principalement attachés à leur identité nationale, ainsi qu'une hausse de 8 points de ceux qui s'identifient autant à l'une qu'à l'autre. La préférence pour l'identité ethnique a également connu une modeste hausse – de 4 points – bien qu'elle reste très minoritaire.

Figure 3 : Tendances identité nationale vs. identité ethnique | 25 pays | 2011-2023



Question posée aux répondants : Supposons que vous ayez à choisir entre être [citoyen de ce pays] et être un membre du [groupe ethnique du répondant]. Laquelle des affirmations suivantes exprime le mieux vos sentiments ?

Mais les tendances de variation deviennent encore plus marquées lorsque nous les désagrégeons par pays (Tableau 1 ; le détail des données pour chaque pays se trouve à l'Annexe 2).

Trois pays seulement – le Nigéria, le Sénégal et la Zambie – n'affichent que des variations mineures, les préférences n'évoluant que de moins de 5 points de pourcentage. La Guinée est le seul pays qui affiche un gain modeste (+5 points) dans la préférence pour l'identité nationale.

Dans la plupart des autres pays, en revanche, on observe un recul de la préférence pour l'identité nationale. L'Afrique du Sud arrive en tête avec une chute remarquable de 52 points, suivie du Lesotho (-27 points), de la Tanzanie (-23 points), du Ghana (-22 points), du Kenya (-20 points) et de la Sierra Leone (-20 points). Dans les neuf pays qui enregistrent une baisse d'au moins 5 points, le recul de l'identité nationale est principalement compensé par la hausse de la catégorie « sentiment d'appartenance à l'une ou l'autre identité ». La Tanzanie, le Kenya et le Zimbabwe, par exemple, affichent des hausses respectives de 20, 16 et 15 points dans la catégorie « les deux également », alors que les préférences en matière d'identité ethnique demeurent stables.

En revanche, le dernier groupe de pays du Tableau 1 présente un amalgame de déclin des préférences en matière d'identité nationale et de hausse significative des préférences en matière d'identité ethnique. La préférence pour l'identité ethnique s'est accrue de manière

plus substantielle au Lesotho et en Namibie (11 points dans chaque cas) et surtout en Afrique du Sud, avec une hausse notable de 19 points.

Tableau 1 : Evolution de la fidélité à l'identité nationale par rapport à l'identité ethnique | 25 pays | 2011-2023

| | Variation de la catégorie « identité nationale » en premier | Variation de la catégorie « les deux à égalité » | Variation de la catégorie « identité ethnique » en premier |
|---|---|--|--|
| Uniquement des variations mineures/modestes (<5 points) | | | |
| Nigéria | 1 | -3 | 2 |
| Sénégal | 2 | 1 | -2 |
| Zambie | 1 | -3 | 1 |
| Hausse de la catégorie « identité nationale » | | | |
| Guinée | 5 | -3 | -2 |
| Importante évolution de la catégorie « identité nationale » vers la catégorie « les deux » | | | |
| Bénin | 1 | 5 | 3 |
| Libéria | -5 | 5 | 0 |
| Togo | -11 | 8 | 3 |
| Mali | -8 | 10 | -2 |
| Niger | -13 | 12 | 1 |
| Mozambique | -14 | 12 | 3 |
| Burkina Faso | -13 | 14 | -1 |
| Zimbabwe | -17 | 15 | 1 |
| Kenya | -20 | 16 | 3 |
| Tanzanie | -23 | 20 | 3 |
| Importante évolution vers la catégorie « identité ethnique » | | | |
| Botswana | -4 | -1 | 4 |
| Malawi | -8 | 5 | 4 |
| Ouganda | -3 | -2 | 5 |
| Côte d'Ivoire | -12 | 8 | 5 |
| Ghana | -22 | 17 | 7 |
| Maurice | -3 | -5 | 8 |
| Sierra Leone | -20 | 13 | 8 |
| Cameroun | -4 | -2 | 8 |
| Lesotho | -27 | 17 | 11 |
| Namibie | -6 | -5 | 11 |
| Afrique du Sud | -52 | 32 | 19 |
| Moyenne des 25 pays | -11 | 8 | 4 |
| Légende : | | | |
| +5 à 9 points | -5 à 9 points | | |
| +10 à 14 points | -10 à 14 points | | |
| +15 à 19 points | -15 à 19 points | | |
| +20 points ou plus | -20 points ou plus | | |

Les chiffres indiqués correspondent à la variation en points de pourcentage entre le Round 5 (2011/2013) et le Round 9 (2021/2023).

L'évaluation des facteurs à l'origine de ces variations des préférences identitaires ou de leurs implications pour l'unité nationale dépasse le cadre de ce rapport. Si une identification ethnique plus forte suggère des divisions sociétales croissantes, elle peut également signaler des tendances positives, telles qu'une plus grande tolérance vis-à-vis de la diversité ou une fierté culturelle croissante. De fait, les précédentes enquêtes Afrobarometer ont démontré que 68% des répondants à travers 34 pays estiment que les communautés diversifiées sont plus fortes que les communautés homogènes, et que 65% pensent que leur pays est plus uni que divisé (Logan & Torsu, 2022). Bien que ce rapport ne cherche pas à tirer des conclusions causales, certaines des données présentées dans les sections suivantes peuvent apporter un éclairage supplémentaire sur ces dynamiques et leurs implications pour l'unité nationale.

Le poids de l'ethnicité : Du traitement injuste de la part du gouvernement

Un indicateur clé de l'état des relations entre les groupes ethniques au sein d'un pays est la mesure du sentiment qu'ont les individus que leur propre appartenance ethnique peut être une cause de discrimination à leur égard. Nous commençons par noter les résultats du Round 8 d'Afrobarometer (Logan & Torsu, 2022) selon lesquels, en moyenne, la discrimination est plus souvent associée au statut économique qu'à l'appartenance ethnique. Néanmoins, à travers les 34 pays du Round 8, un répondant sur trois (33%) ont affirmé qu'un membre de leur groupe ethnique a été victime de discrimination de la part de leur gouvernement sur la base de l'appartenance ethnique.

Nous examinons les expériences actuelles de discrimination ethnique en demandant aux répondants à quelle fréquence (le cas échéant) le gouvernement traite leur groupe ethnique de manière injuste.

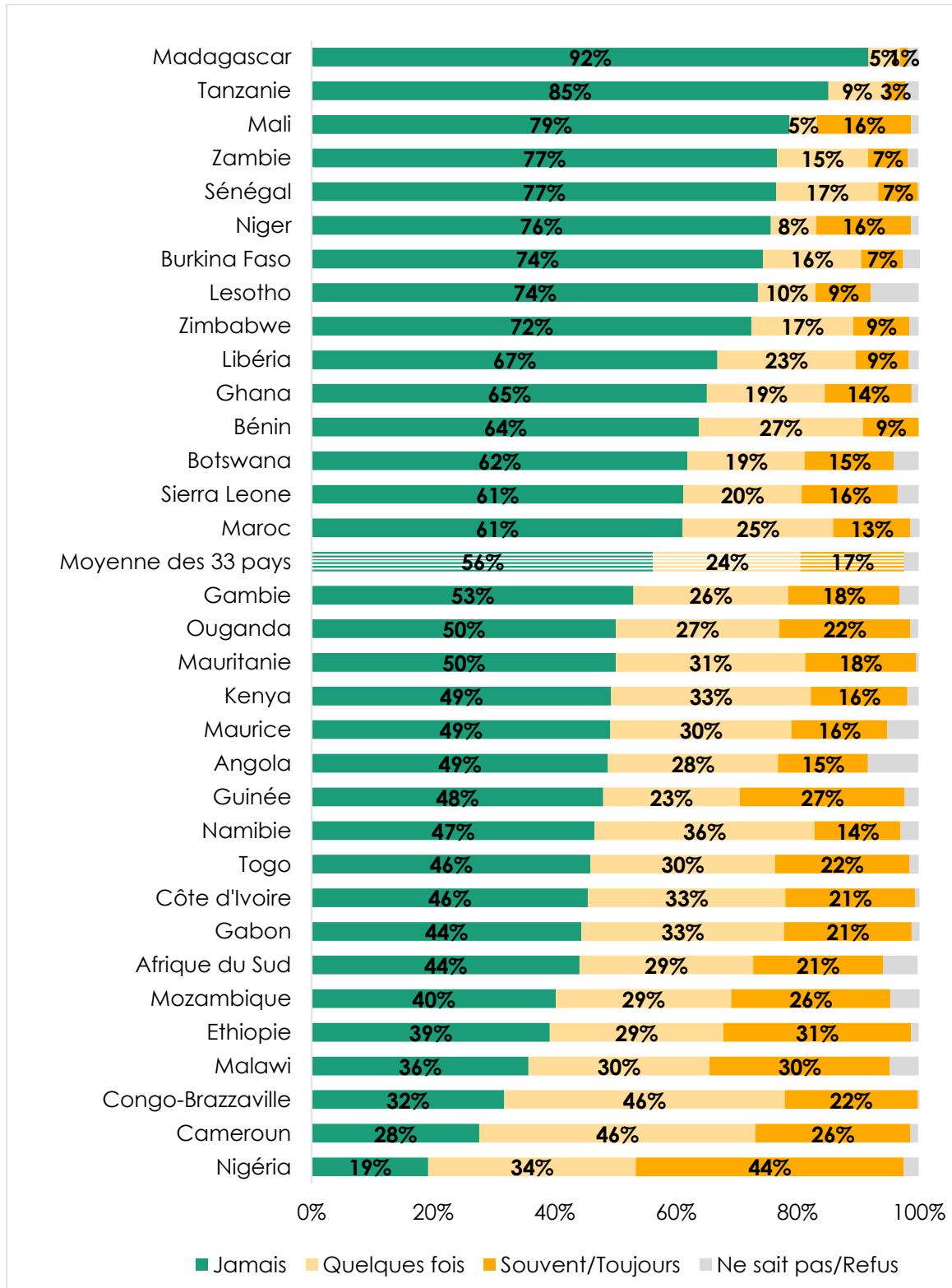
Une majorité (56%) des répondants affirment que leur groupe n'est jamais injustement traité par le gouvernement à travers 33 pays, en tête desquels Madagascar (92%), la Tanzanie (85%), le Mali (79%), la Zambie (77%), le Sénégal (77%) et le Niger (76%) (Figure 4). Ces résultats suggèrent un sentiment général d'inclusion ethnique ou de satisfaction vis-à-vis du traitement accordé par le gouvernement dans ces contextes.

Cependant, dans l'ensemble des pays, un répondant sur quatre (24%) disent que la discrimination fondée sur l'appartenance ethnique se produit « quelques fois », et 17% déclarent qu'elle se produit « souvent » ou « toujours », des pluralités ou des majorités faisant état de ces problèmes dans 12 pays. Plus d'une personne sur quatre affirme que la discrimination fondée sur l'appartenance ethnique est fréquente au Mozambique (26%), au Cameroun (26%), en Guinée (27%), au Malawi (30%) et en Ethiopie (31%) et au Nigéria, une proportion remarquable de 44% de répondants déclarent la même chose.

Certaines disparités sont évidentes entre les différents groupes démographiques en fonction de la pauvreté vécue et du niveau d'éducation (Figure 5). En particulier, les répondants les plus pauvres sont beaucoup plus susceptibles de signaler un traitement injuste au moins occasionnel que ceux qui sont plus aisés (49% contre 33%). Le sexe et les groupes d'âge, en revanche, ne présentent que des disparités modestes.

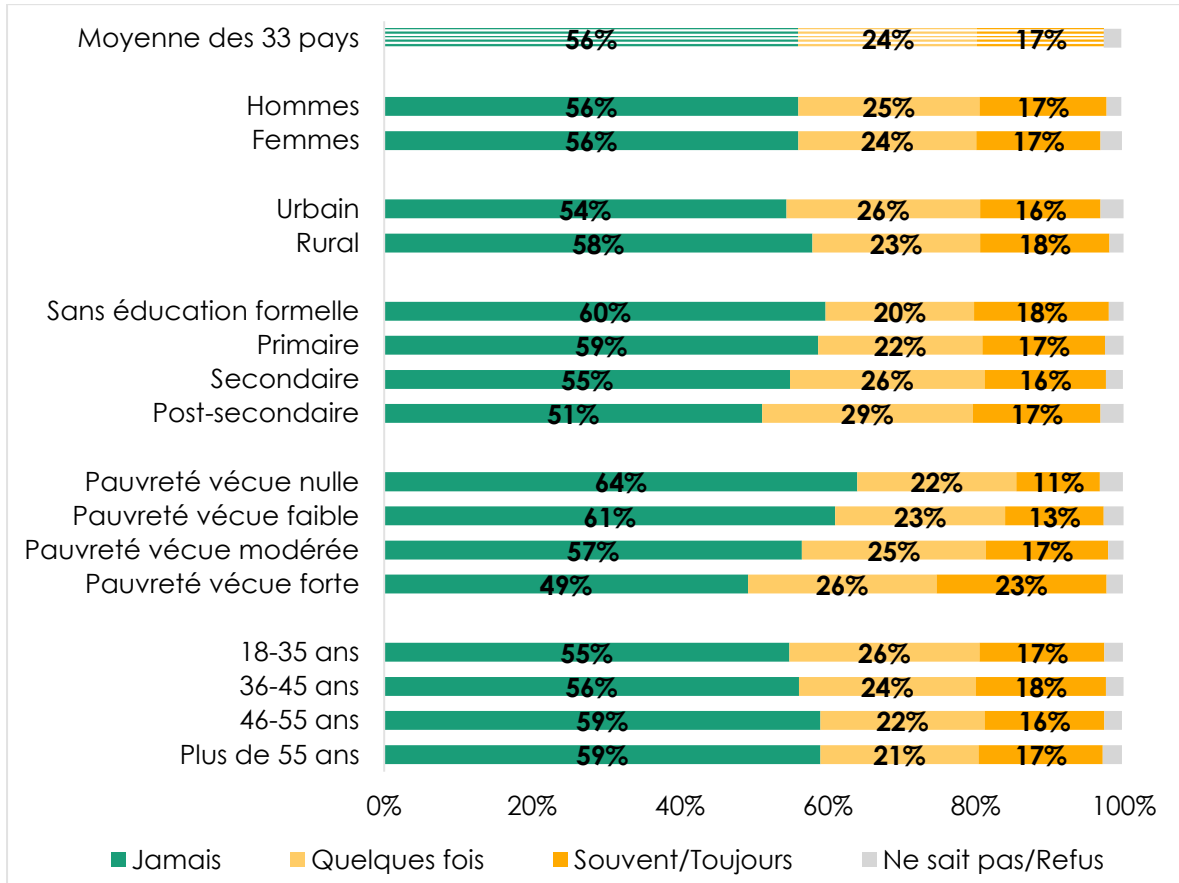
Nous constatons qu'il y a lieu de s'inquiéter dans les 25 pays où cette question a été posée depuis le Round 5 (2011/2013). Entre le Round 5 (2011/2013) (36%) et le Round 7 (2016/2018) (32%), les proportions de personnes affirmant que leur groupe ethnique a été victime de discrimination de la part du gouvernement ont d'abord connu une baisse modeste (Figure 6). Mais une hausse plus substantielle a été enregistrée depuis, 40% d'entre eux déclarant avoir été victimes de discrimination lors du Round 9 (2021/2023).

Figure 4 : Traitement inégal de la part du gouvernement sur la base de l'ethnie
 | 33 pays | 2021/2023



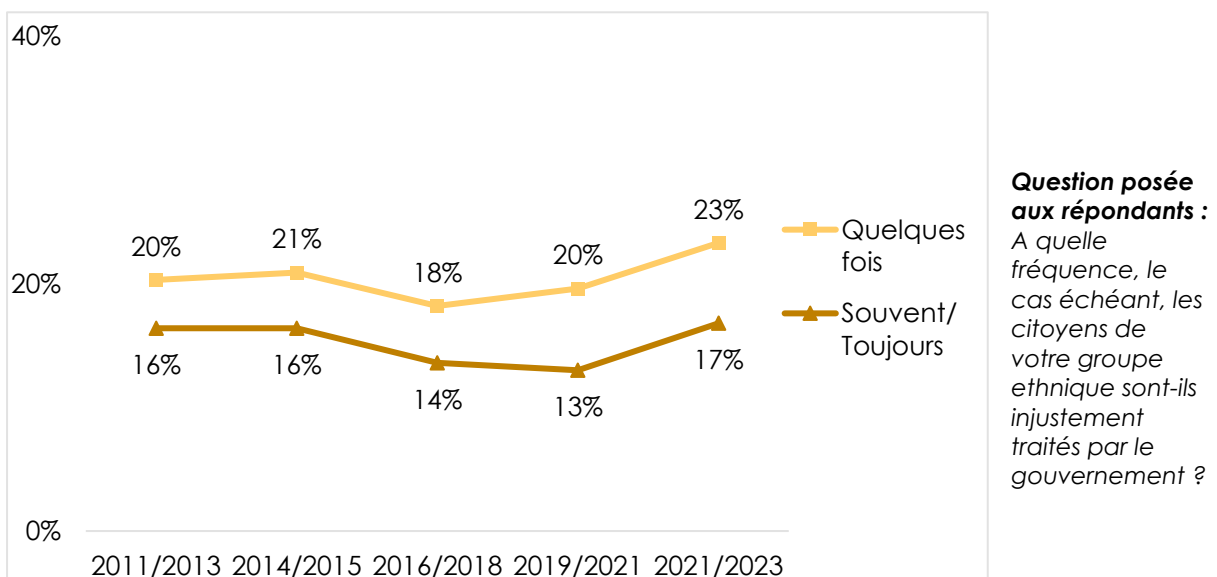
Question posée aux répondants : A quelle fréquence, le cas échéant, les citoyens de votre groupe ethnique sont-ils injustement traités par le gouvernement ?

Figure 5 : Traitement inégal de la part du gouvernement sur la base de l'ethnie
| par groupe démographique | 33 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants : A quelle fréquence, le cas échéant, les citoyens de votre groupe ethnique sont-ils injustement traités par le gouvernement ?

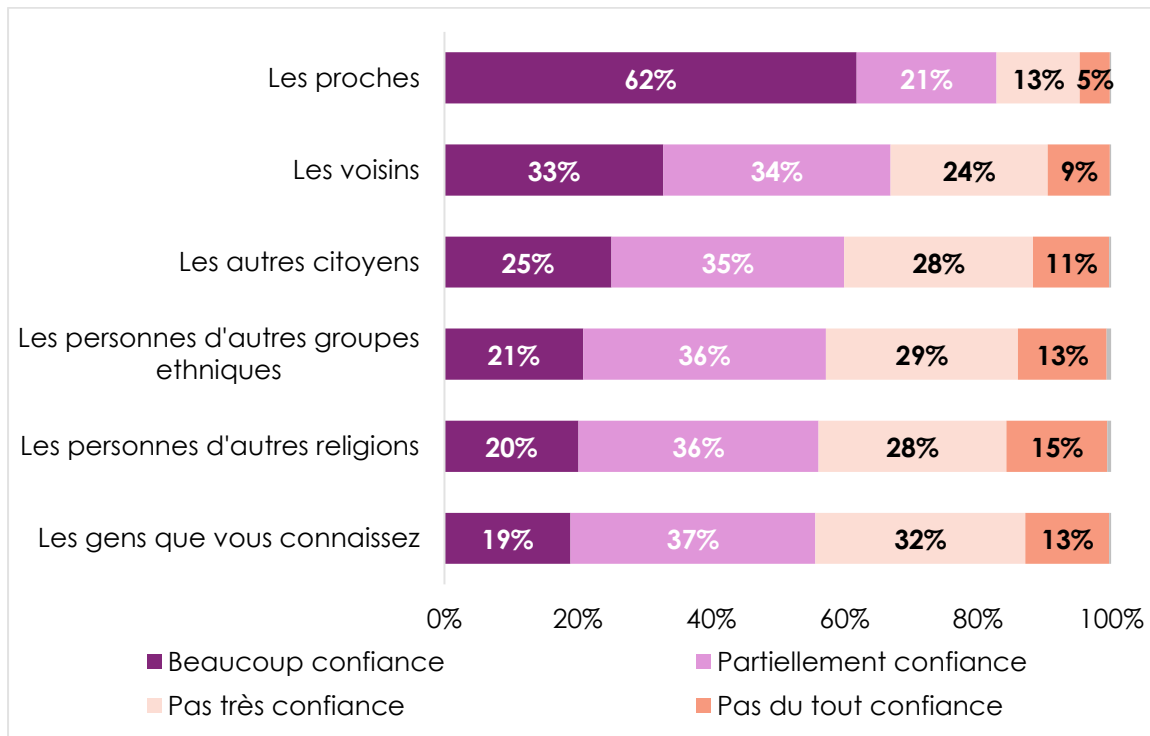
Figure 6 : Traitement inégal de la part du gouvernement sur la base de l'ethnie
| 25 pays | 2011-2023



Confiance vis-à-vis des autres groupes ethniques

La confiance entre les groupes ethniques est un autre indicateur essentiel du poids de l'ethnie et de l'état des relations interethniques. Nous commençons par l'examen de la confiance interethnique par rapport à d'autres aspects de la confiance entre les groupes. Afrobarometer demande aux répondants dans quelle mesure ils font confiance à certaines personnes, des parents aux voisins en passant par « d'autres personnes que vous connaissez ». La confiance au sein des familles est élevée : 83% des répondants font « partiellement » (21%) ou « beaucoup » (62%) confiance à leurs proches (Figure 7). Mais la confiance baisse ensuite très vite. Seule une personne sur trois font « beaucoup » confiance à leurs voisins (33%), et une personne sur cinq seulement expriment une grande confiance envers « les personnes d'autres groupes ethniques » (21%), « les personnes d'autres religions » (20%) et « d'autres personnes que vous connaissez » (19%). Dans ces trois groupes, plus de quatre personnes sur 10 déclarent faire « pas très » ou « pas du tout » confiance à ces groupes. Dans l'ensemble, cela indique que les déficits de confiance sociale, bien que substantiels, ne sont pas spécifiquement liés à l'appartenance ethnique, mais reflètent plutôt une attitude plus générale de confiance limitée à l'égard des personnes extérieures à la famille et à la communauté immédiates d'un individu.

Figure 7 : Confiance aux autres | 33 pays | 2021/2023

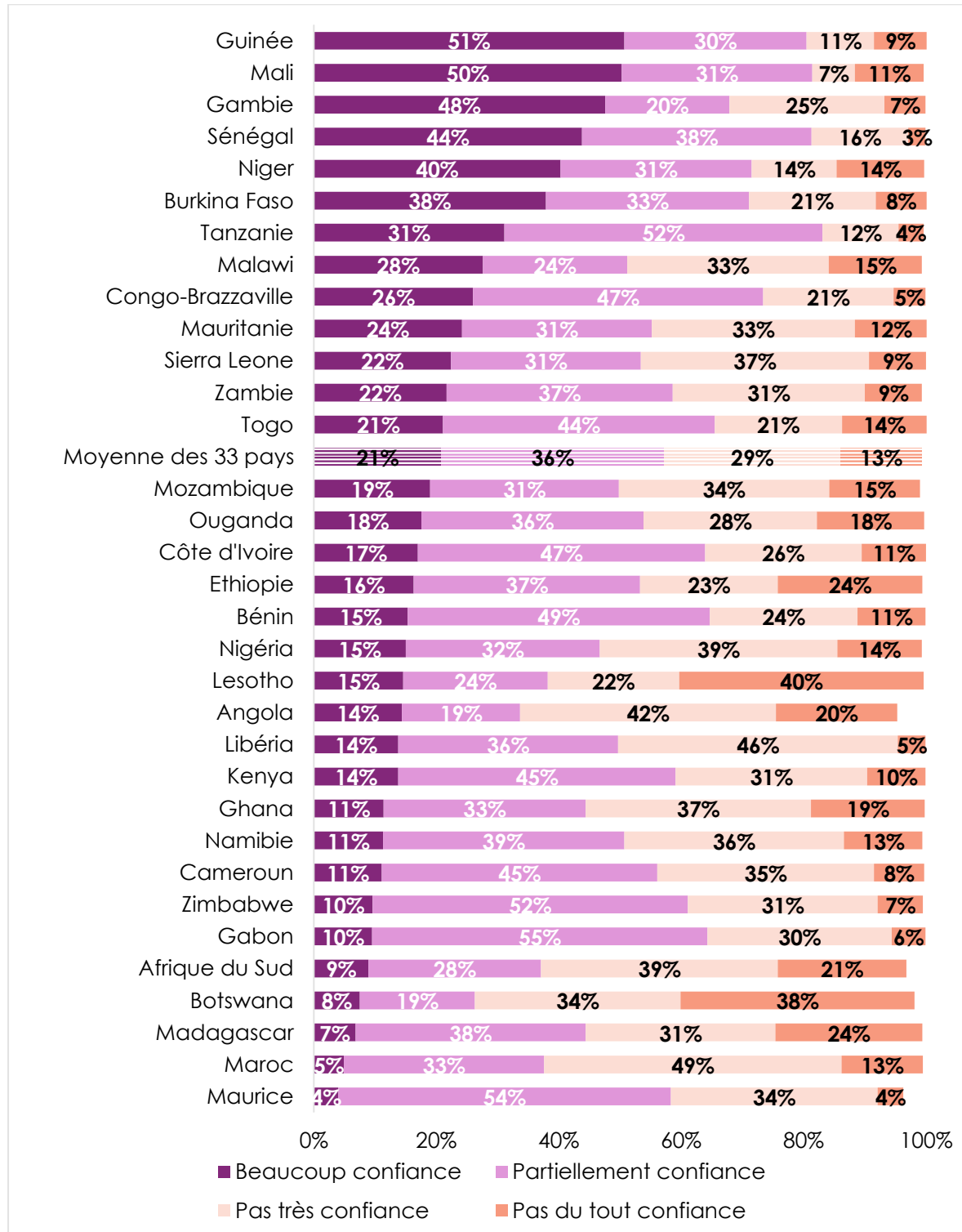


Question posée aux répondants : A quel point faite-vous confiance aux personnes suivantes ?

Pour ce qui est de la confiance interethnique, nous observons des variations considérables d'un pays à l'autre (Figure 8). En Guinée (51%), au Mali (50%) et en Gambie (48%), la moitié environ des citoyens expriment des niveaux élevés de confiance envers les personnes appartenant à d'autres groupes ethniques, contre seulement 4% à Maurice et 5% au Maroc. Dans tous les pays à l'exception de huit, la moitié ou plus des répondants déclarent faire au moins « partiellement » confiance aux personnes d'autres ethnies. Toutefois, quatre répondants sur 10 au Lesotho (40%) et au Botswana (38%) déclarent ne pas faire confiance du tout aux personnes d'autres groupes ethniques.

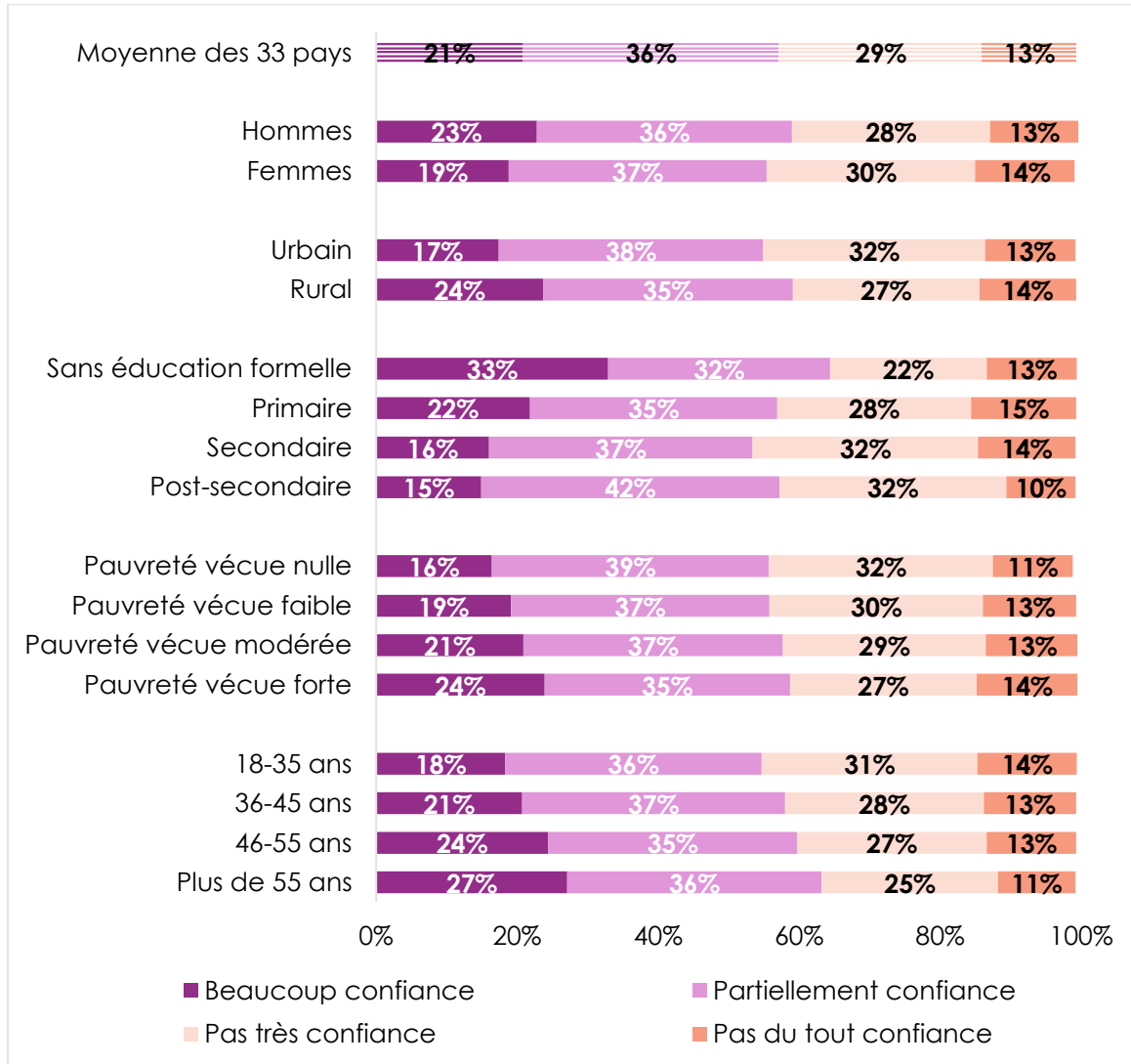
Les répondants ruraux, moins instruits, confrontés à des niveaux de pauvreté plus élevés et plus âgés sont plus susceptibles que les autres de déclarer des niveaux élevés de confiance vis-à-vis des personnes appartenant à d'autres groupes ethniques (Figure 9).

Figure 8 : Confiance aux gens d'autres groupes ethniques | 33 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants : A quel point faite-vous confiance aux personnes d'autres groupes ethniques ?

Figure 9 : Confiance aux gens d'autres groupes ethniques | par groupe démographique | 33 pays | 2021/2023



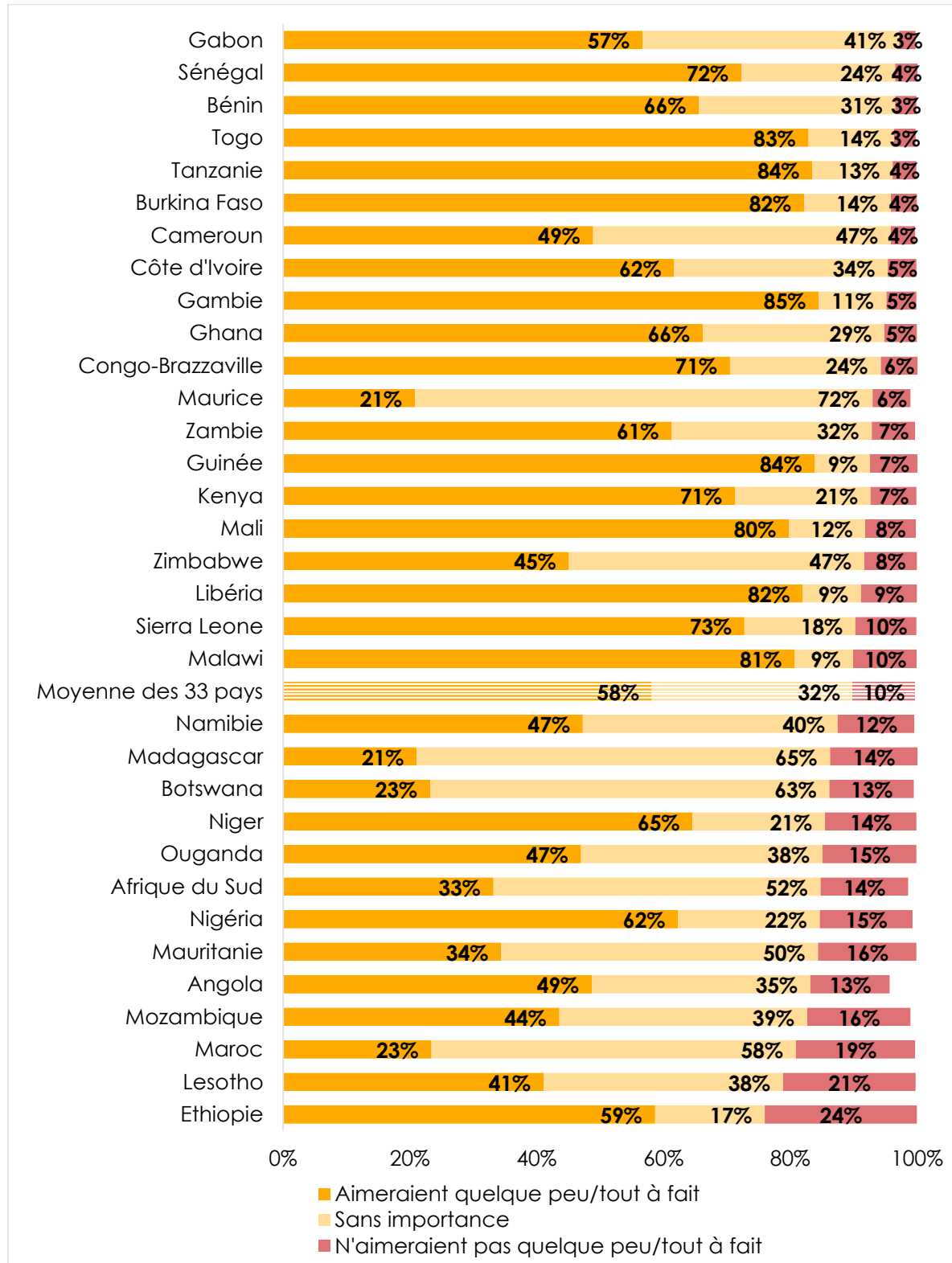
Question posée aux répondants : A quel point faite-vous confiance aux personnes d'autres groupes ethniques ?

Des voisins d'autres groupes ethniques

Si les niveaux de confiance interethnique observés semblent indiquer que les relations entre les groupes ethniques sont souvent très tendues, plusieurs autres indicateurs offrent un éclairage bien différent. Ils suggèrent plutôt que de nombreux Africains sont tout à fait ouverts à la diversité ethnique, à l'inclusion et à l'engagement au sein de leur famille et de leur communauté.

Presque six Africains sur 10 (58%) déclarent qu'ils seraient heureux d'avoir pour voisins des personnes appartenant à d'autres groupes ethniques, et 32% déclarent que cela ne les dérangerait pas. En bref, neuf Africains sur 10 (90%) acceptent de vivre aux côtés de personnes issues d'autres groupes ethniques (Figure 10). Seulement 10% rejettent cette éventualité.

Figure 10 : Tolérance du voisinage des personnes d'autres groupes ethniques
 | 33 pays | 2021/2023

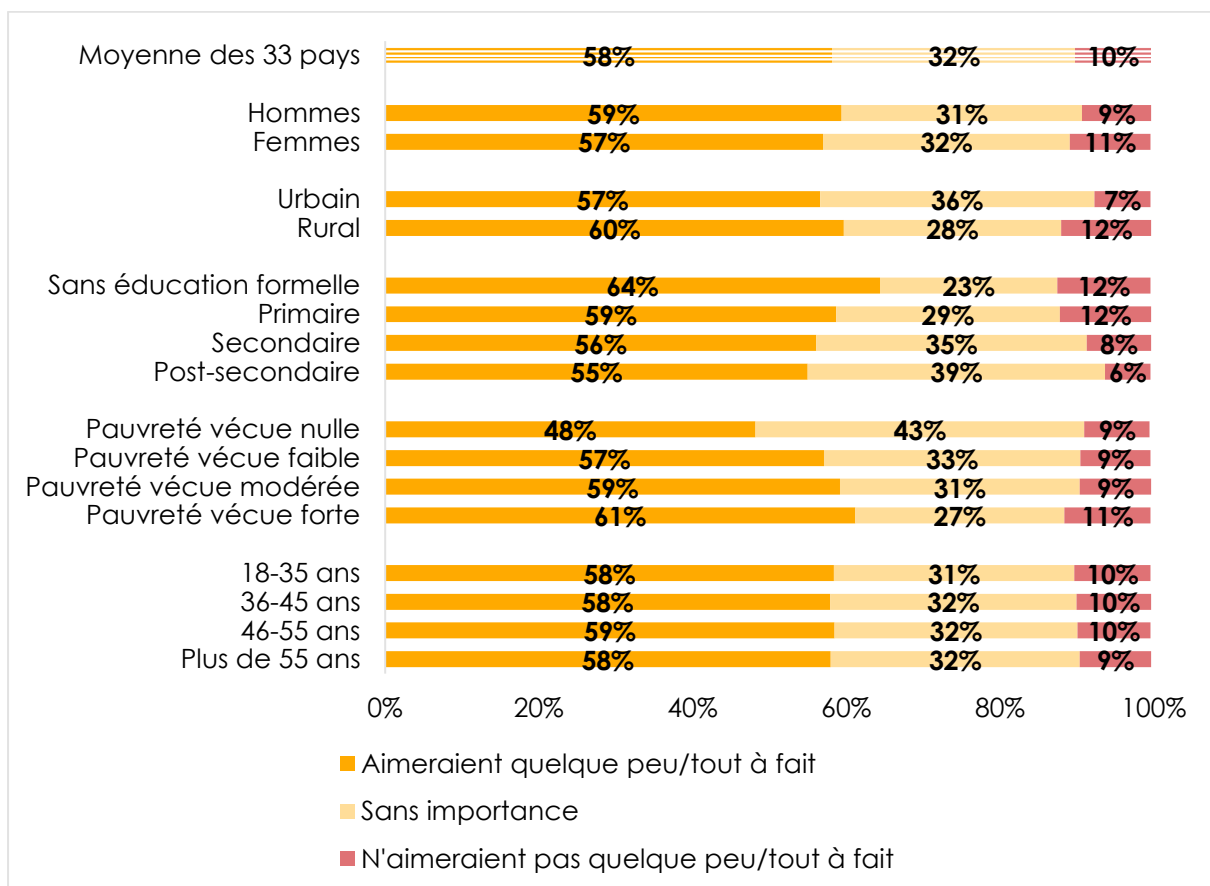


Question posée aux répondants : Pour les personnes de groupes ethniques différentes, veuillez indiquer si vous aimeriez ou n'aimeriez pas les avoir pour voisins, ou si cela est sans importance ?

Dans huit pays – la Gambie (85%), la Guinée (84%), la Tanzanie (84%), le Togo (83%), le Burkina Faso (82%), le Libéria (82%), le Malawi (81%) et le Mali (80%) – plus de huit répondants sur 10 accueilleraient favorablement la présence de voisins appartenant à des groupes ethniques différents. La disposition à vivre avec des personnes de groupes ethniques différents dépasse les 80% dans tous les pays à l'exception de deux d'entre eux. En Ethiopie, 24% des répondants préfèrent s'abstenir, et au Lesotho, 21% sont du même avis. Quelques pays – Maurice, Madagascar, le Botswana et le Maroc – se distinguent par le fait que beaucoup moins de répondants déclarent qu'ils « aimeraient » avoir des voisins d'autres groupes ethniques, tout en exprimant des niveaux élevés d'acceptation globale d'une telle situation.

Dans les différents groupes démographiques, les différences sur cette question sont assez modestes. Bien que les personnes les moins instruites et les plus pauvres soient plus susceptibles de dire qu'elles accepteraient de vivre avec des personnes d'autres groupes ethniques, dans l'ensemble, tous les groupes sont très ouverts à l'idée de vivre dans des communautés ethniquement mixtes (Figure 11).

Figure 11 : Tolérance du voisinage des personnes d'autres groupes ethniques
 | par groupe démographique | 33 pays | 2021/2023



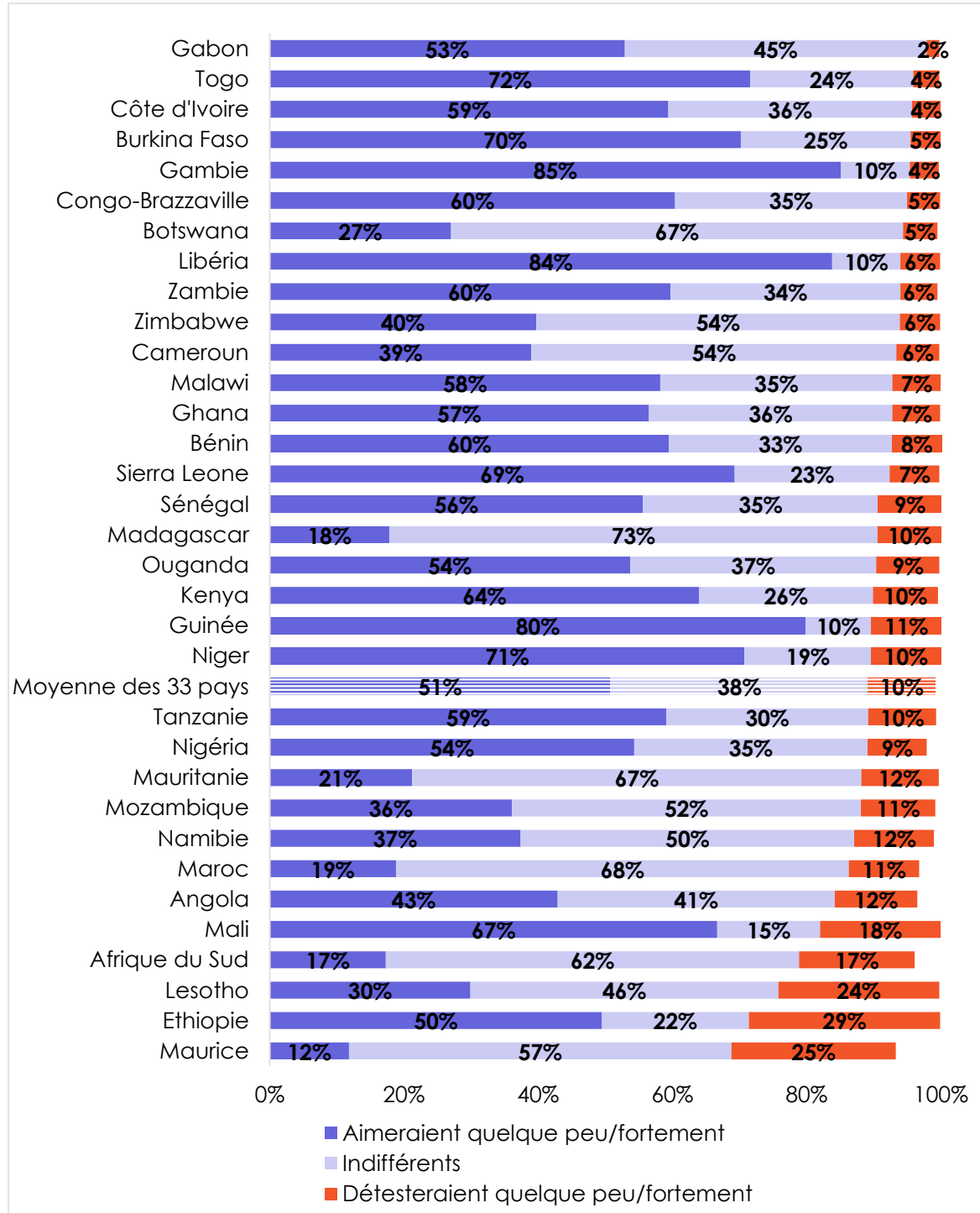
Question posée aux répondants : Pour les personnes de groupes ethniques différentes, veuillez indiquer si vous aimeriez ou n'aimeriez pas les avoir pour voisins, ou si cela est sans importance ?

Des mariages entre groupes ethniques

Un obstacle encore plus important que le voisinage avec les personnes d'autres groupes ethniques est le mariage avec une personne d'une ethnie différente. Nous observons des niveaux tout aussi élevés d'ouverture à ce type d'échange ethnique. A travers 33 pays, une

majorité de 51% des répondants déclarent qu'ils accepteraient qu'un membre de leur famille épouse une personne d'un groupe ethnique différent, et 38% déclarent que cela ne les dérangerait pas. Neuf personnes sur 10 sont donc à l'aise à la perspective de mariages interethniques au sein de leur propre famille (Figure 12).

Figure 12 : Attitudes envers le mariage interethnique | 33 pays | 2021/2023

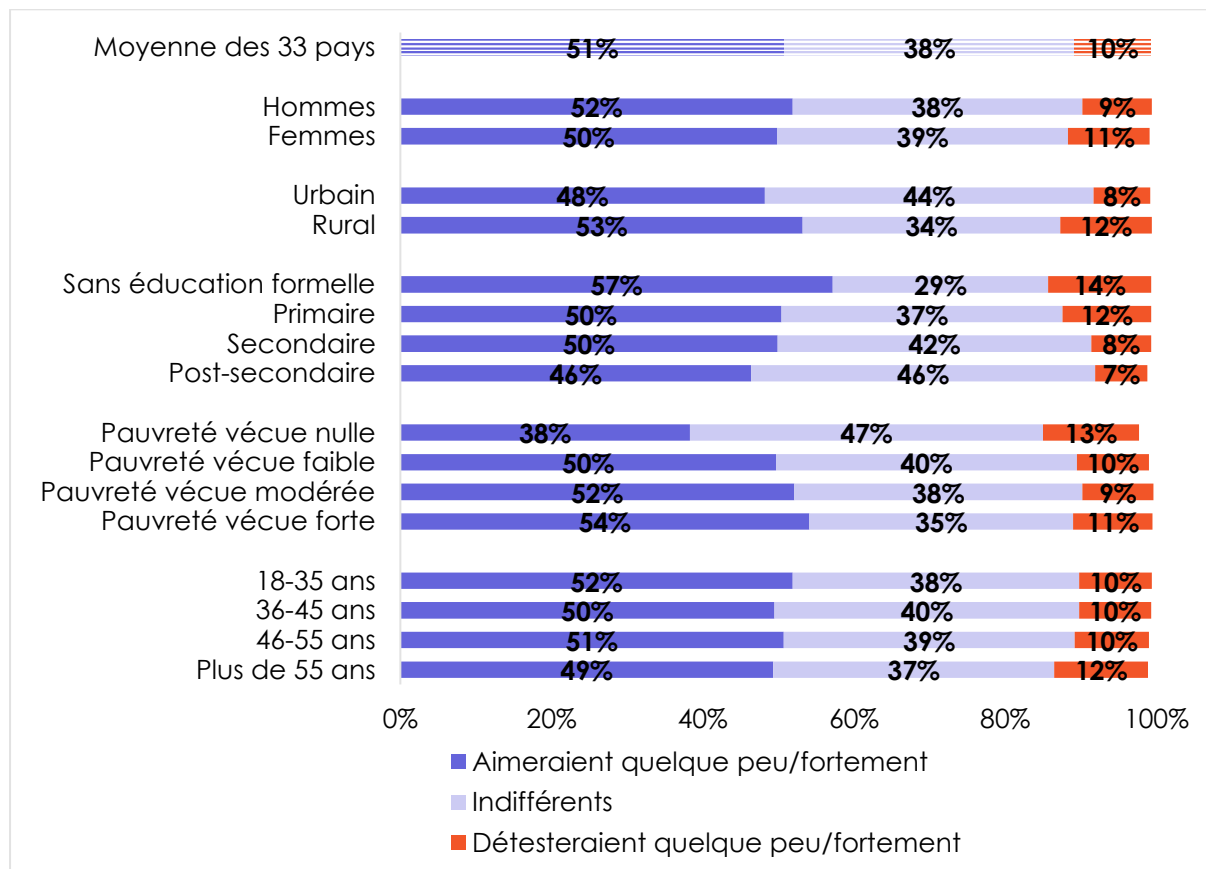


Question posée aux répondants : S'il vous plaît, dites-moi si vous aimeriez qu'un membre de la famille épouse une personne d'un autre groupe ethnique, que cela ne vous plaise pas ou que vous ne vous en souciez pas ?

En Gambie, au Libéria et en Guinée, les attitudes sont très largement positives, avec respectivement 85%, 84% et 80% des répondants qui déclarent être favorables à l'idée qu'un membre de leur famille se marie avec une personne d'un groupe ethnique différent. Au Togo, au Niger et au Burkina Faso, au moins 70% des répondants expriment leur soutien. Huit répondants sur 10 (80%) ou plus sont ouverts aux mariages mixtes dans tous les pays, à l'exception de quatre : l'Afrique du Sud (79%), le Lesotho (76%), l'Ethiopie (71%) et Maurice (69%). Ce n'est que dans ces trois derniers pays que plus d'une personne sur cinq affirme qu'elles n'aimeraient pas avoir un mariage ethniquement mixte dans leur famille. Plusieurs pays, dont l'Afrique du Sud, Maurice, Madagascar, le Maroc et la Mauritanie, se distinguent à nouveau par le fait que beaucoup moins de répondants souhaiteraient voir un mariage interethnique au sein de leur famille, mais des majorités considérables dans ces cinq pays indiquent néanmoins une tolérance à l'égard de cette éventualité lorsqu'ils déclarent que cela leur est égal.

Les disparités entre les groupes démographiques sur cette question sont encore une fois assez modestes (Figure 13). Bien que l'accueil actif des mariages interethniques soit plus fréquent parmi les résidents ruraux (de 5 points de pourcentage), les citoyens moins instruits (de 11 points) et ceux qui connaissent des niveaux de pauvreté plus élevés (de 16 points) que parmi les citadins, les répondants les plus instruits et les plus aisés, plus de 85% des répondants de tous les groupes sont au moins tolérants à l'égard de cette forme d'intégration ethnique.

Figure 13 : Attitudes envers le mariage interethnique | par groupe démographique
 | 33 pays | 2021/2023

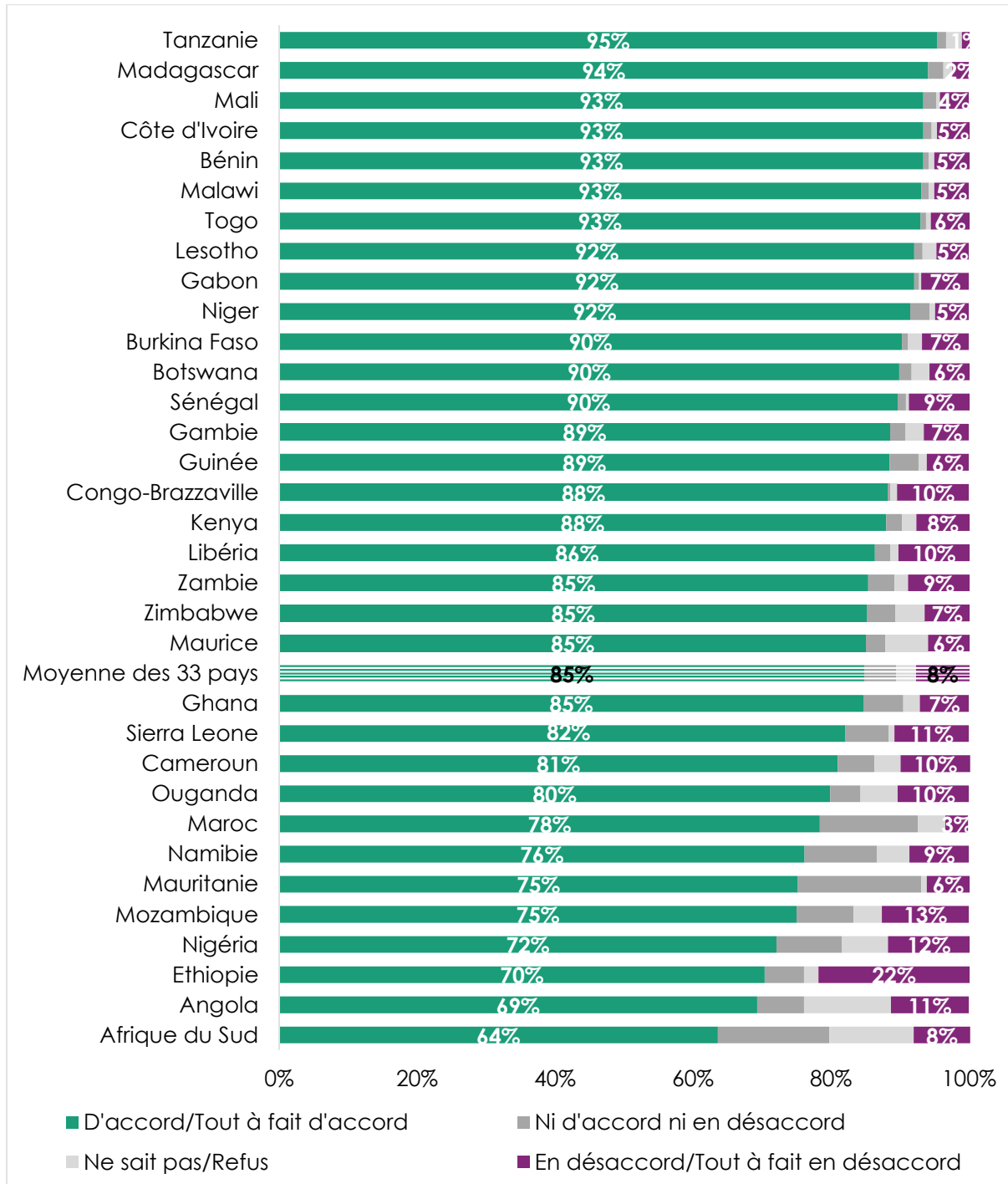


Question posée aux répondants : S'il vous plaît, dites-moi si vous aimeriez qu'un membre de la famille épouse une personne d'un autre groupe ethnique, que cela ne vous plaise pas ou que vous ne vous en souciez pas ?

De l'inclusion de tous les citoyens

En inversant les rôles, nous demandons aux répondants dans quelle mesure les autres les acceptent. Leurs concitoyens les traitent-ils sur un pied d'égalité ? Dans l'ensemble, le constat est plutôt positif. A travers 33 pays, une majorité écrasante (85%) déclarent que les autres citoyens « me considèrent comme un citoyen comme les autres » (Figure 14).

Figure 14 : Les autres vous considèrent comme un citoyen | 33 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants : Veuillez me dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord avec l'affirmation suivante : Les autres citoyens me considèrent comme un citoyen tout comme eux ?

Cela inclut des majorités importantes dans tous les pays. Treize pays enregistrent un taux d'accord de 90% ou plus. A l'inverse, les Sud-Africains (64%), les Angolais (69%) et les Ethiopiens (70%) sont les moins convaincus que les autres les perçoivent comme des citoyens égaux (même s'ils conservent d'importantes majorités). L'Ethiopie se distingue par la proportion la plus importante (22%) de personnes explicitement en désaccord avec cette affirmation, ce qui reflète probablement les récents conflits internes du pays.

Des implications de l'identification nationale par rapport à l'identification ethnique

Comment les diverses formes d'appartenance aux identités nationales ou ethniques influencent-elles les attitudes et les perceptions des individus à l'égard de l'ethnicité ? Nous avons comparé les réponses à chacune des questions abordées ci-dessus – sur la discrimination ethnique, la confiance interethnique, les relations de voisinage, le mariage et l'acceptation – entre ceux qui préfèrent leur identité nationale, ceux qui se sentent plus attachés à leur identité ethnique et ceux qui se sentent autant attachés à l'une qu'à l'autre. Les résultats sont présentés dans les figures 15 à 18.

Ces comparaisons révèlent deux grandes tendances.

Premièrement, il y a toujours très peu de différence entre ceux qui se sentent plus attachés à leur identité nationale et ceux qui se sentent autant attachés à l'une qu'à l'autre.

Deuxièmement, parmi les 14% qui se disent le plus attachés à leur identité ethnique, on observe une tendance constante à se sentir nettement plus lésés par le traitement que leur réservent le gouvernement et les autres citoyens, et nettement moins confiants et accueillants à l'égard des personnes d'autres ethnies.

Par exemple, parmi ceux qui se sentent plus attachés à leur identité ethnique, une majorité (57%) de personnes pensent que leur groupe ethnique est victime de discrimination de la part du gouvernement, contre 38%-39% pour les autres (Figure 15). De même, une majorité (52%) de répondants expriment une confiance limitée ou nulle vis-à-vis des personnes d'autres ethnies, soit une marge de 8 à 15 points de plus que les deux autres groupes (Figure 16).

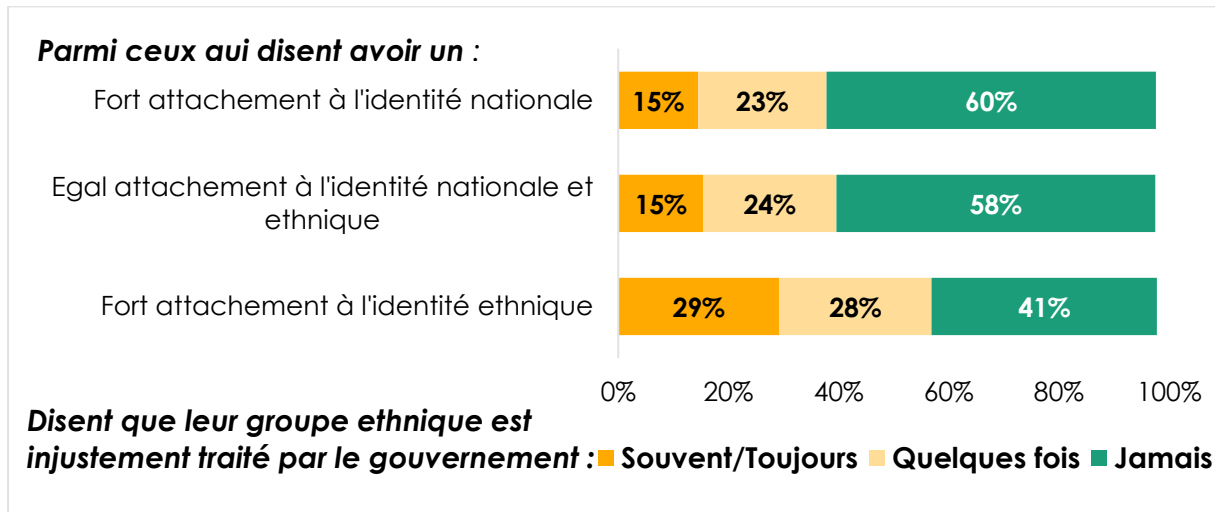
Si les répondants qui privilégient leur identité ethnique acceptent largement les voisins et les membres par alliance de la famille, issus d'autres ethnies, nous constatons néanmoins qu'ils sont presque deux fois plus nombreux à rejeter ces résultats que les membres des deux autres groupes (Figure 17). Par ailleurs, bien qu'une majorité non négligeable de tous les groupes estime être acceptée par les autres sur un pied d'égalité, les répondants qui accordent la priorité à leur identité ethnique sont deux fois plus nombreux à être en désaccord avec cette affirmation que les deux autres groupes (Figure 18).

Pour en revenir à la question de savoir si les variations observées dans les préférences identitaires représentent une acceptation positive et un renforcement de l'identité culturelle ou une hausse négative des divisions sociétales, la réponse suggérée ici semble être « un peu des deux ». Tout d'abord, pour le groupe de pays du Tableau 1 qui affiche une nette évolution de la préférence pour l'identité nationale à la préférence pour les deux identités à parts égales, il ne semble pas y avoir d'aspects négatifs évidents dans cette évolution, car les deux groupes font état d'attitudes et d'expériences très similaires. Cela suggère la possibilité que l'évolution vers l'acceptation égale de l'identité ethnique et de l'identité nationale reflète principalement une évolution vers une valorisation positive de la diversité.

En revanche, pour les pays (le dernier groupe du Tableau 1) où la préférence pour l'identité ethnique par rapport à l'identité nationale s'est accrue, les données disponibles suggèrent que cette évolution peut être associée (qu'il s'agisse d'une cause ou d'un effet) à une modeste hausse du sentiment de division ethnique de la population. Mais nous ne voulons

pas surestimer la gravité ou l'importance de ces résultats. Si les personnes qui penchent vers leur identité ethnique font un peu moins confiance aux autres et sont nettement plus susceptibles de s'estimer victimes de discrimination, une grande majorité d'entre elles demeure ouverte aux voisins d'autres ethnies et aux mariages interethniques au sein de leur propre famille. En bref, les différences entre les niveaux d'acceptation des autres sont importantes, mais loin d'être écrasantes.

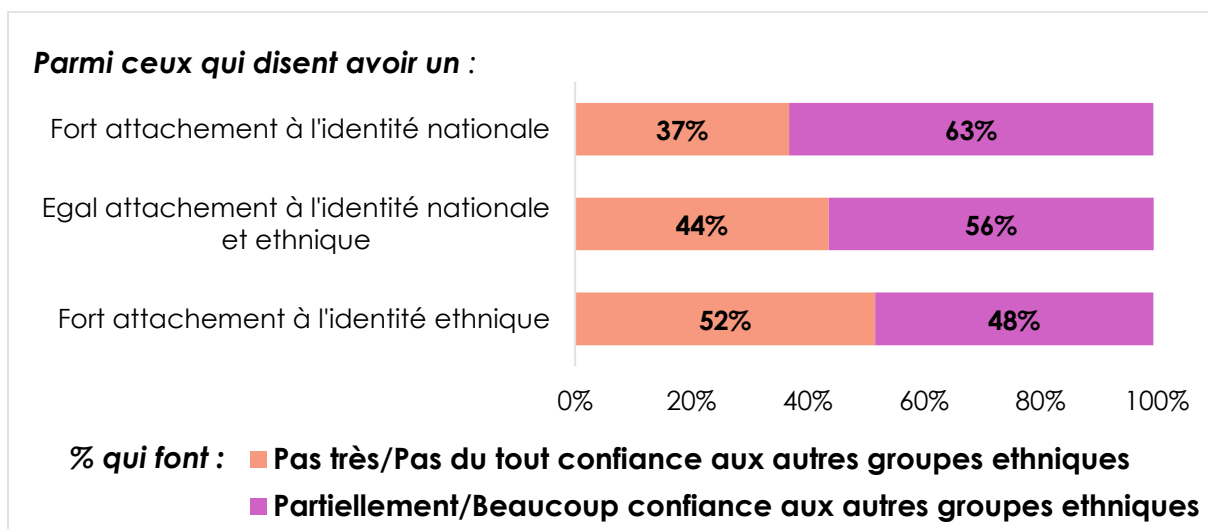
Figure 15 : Traitement injuste par le gouvernement | par préférence identitaire
 | 33 pays | 2021/2023



Questions posées aux répondants :

Supposons que vous ayez à choisir entre être [citoyen de ce pays] et être un membre du [groupe ethnique du répondant]. Laquelle des affirmations suivantes exprime le mieux vos sentiments ?
 A quelle fréquence, le cas échéant, les citoyens de votre groupe ethnique sont-ils injustement traités par le gouvernement ?

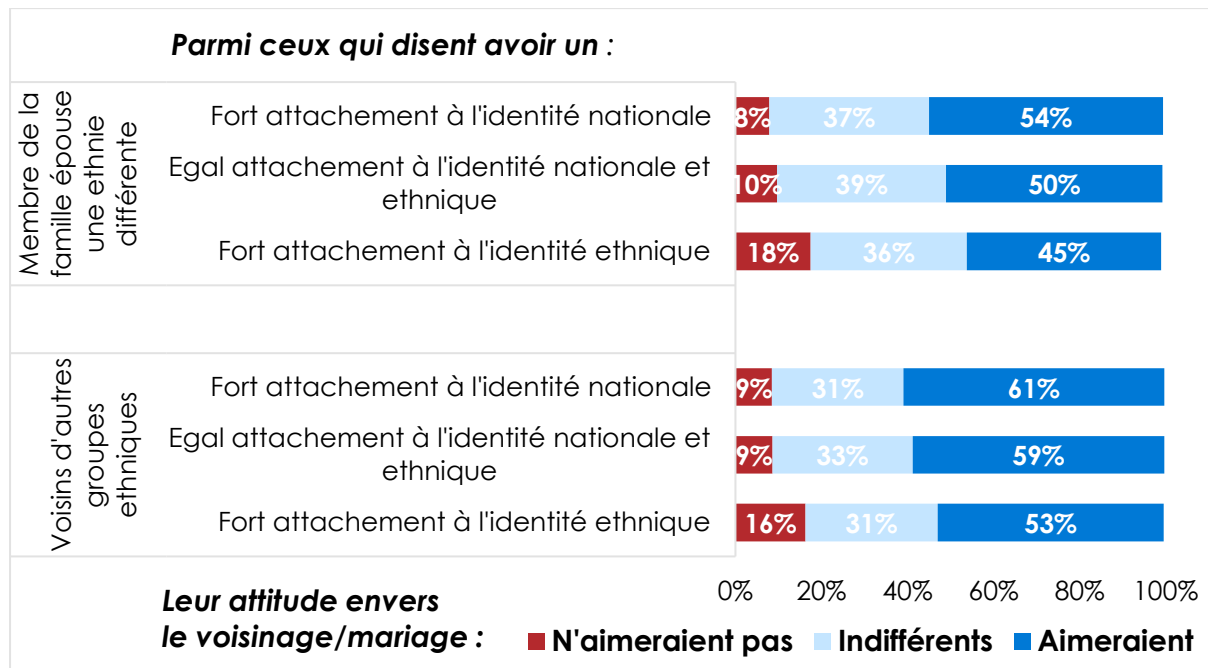
Figure 16 : Confiance aux gens d'autres groupes ethniques | par préférence identitaire
 | 33 pays | 2021/2023



Questions posées aux répondants :

Supposons que vous ayez à choisir entre être [citoyen de ce pays] et être un membre du [groupe ethnique du répondant]. Laquelle des affirmations suivantes exprime le mieux vos sentiments ?
 A quel point faite-vous confiance aux personnes d'autres groupes ethniques ?

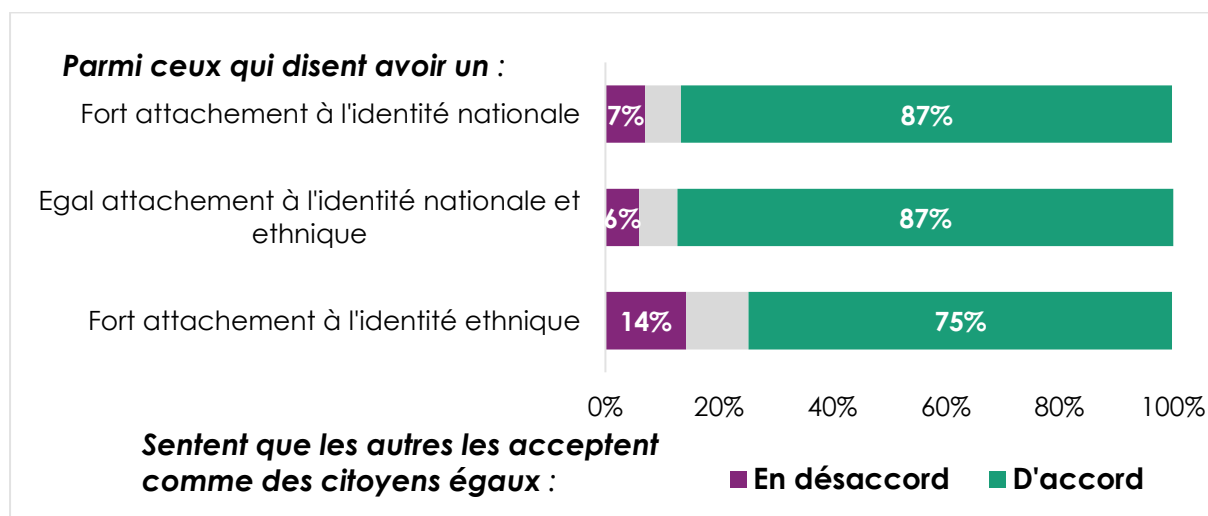
Figure 17 : Ouverture au mariage interethnique | par préférence identitaire
 | 33 pays | 2021/2023



Questions posées aux répondants :

Supposons que vous ayez à choisir entre être [citoyen de ce pays] et être un membre du [groupe ethnique du répondant]. Laquelle des affirmations suivantes exprime le mieux vos sentiments ?
 Pour les personnes de groupes ethniques différentes, veuillez indiquer si vous aimeriez ou n'aimeriez pas les avoir pour voisins, ou si cela est sans importance ?
 S'il vous plaît, dites-moi si vous aimeriez qu'un membre de la famille épouse une personne d'un autre groupe ethnique, que cela ne vous plaise pas ou que vous ne vous en souciez pas ?

Figure 18 : Traitement comme citoyen par les autres | par préférence identitaire
 | 33 pays | 2021/2023



Questions posées aux répondants :

Supposons que vous ayez à choisir entre être [citoyen du pays] et être un membre du [groupe ethnique du répondant]. Laquelle des affirmations suivantes exprime le mieux vos sentiments ?
 Veuillez me dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord avec l'affirmation suivante : Les autres citoyens me considèrent comme un citoyen tout comme eux ?

Conclusion

L'ethnicité et l'identité ethnique sont complexes, malléables et multiformes. Les résultats présentés ici montrent clairement qu'il n'y a pas de réponse facile à la question de savoir si et comment l'ethnicité est importante en Afrique. Nous constatons à la fois des aspects positifs et négatifs dans la manière dont les individus vivent leur appartenance ethnique, faisant état à la fois de discriminations de la part de leurs gouvernements et d'une acceptation généralisée de la part de leurs concitoyens. De même, leurs relations avec les personnes d'autres ethnies révèlent des problèmes de confiance interethnique, alors qu'ils sont tout à fait disposés à accepter, voire à embrasser, la coexistence ethnique dans leurs communautés et leurs foyers.

Dans l'ensemble, les résultats suggèrent une coexistence plutôt qu'un conflit entre les identités nationales et ethniques, ce qui reflète la manière dont de nombreux Africains naviguent et réconcilient ces sphères dans leur vie quotidienne. Si l'identité ethnique peut diviser, elle peut aussi favoriser la fierté culturelle et la cohésion communautaire. Le défi reste de promouvoir l'inclusion et l'équité, en veillant à ce que l'identité ethnique renforce l'unité nationale au lieu de la saper.

Pour sonder vous-même ces données, veuillez
visiter notre outil d'analyse en ligne au
www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Références

- Alesina, A., Michalopoulos, S., & Papaioannou, E. (2012). Ethnic inequality. *Journal of Political Economy*, 124, 428-488.
- Bannon, A., Miguel, E., & Posner, D. N. (2004). Sources of ethnic identification in Africa. Document de travail N° 44 d'Afrobarometer.
- Eifert, B., Miguel, E., & Posner, D. N. (2007). Political sources of ethnic identification in Africa. Document de travail N° 89 d'Afrobarometer.
- Guterres, A. (2021). An emphasis on culture, heritage and shared values can help build unity and common purpose: UN Secretary-General's remarks to the Africa Dialogue Series.
- Logan, C., & Torsu, A. K. (2022). Des liens qui unissent ? Des signes d'unité et de division dans 34 pays africains. Dépêche No. 516 d'Afrobarometer.
- Mattes, R., & Patel, J. (2022). La pauvreté vécue resurgit. Document de Politique No. 84 d'Afrobarometer.
- Peltier, E. (2024). Congo's 'other' conflict kills thousands in the west near the capital. New York Times. 19 juillet.
- Posner, D. N. (2004). The political salience of cultural difference: Why Chewas and Tumbukas are allies in Zambia and adversaries in Malawi. *American Political Science Review*, 98(4), 529–545. doi: 10.1017/S0003055404041334.
- Union Africaine. (2021). African culture: Versatile approach to realize the Africa we want.
- Wilhelm Otieno, K. (2024). Ethnicity is a fundamental part of African societies. D+C Development and Cooperation. 3 mai.

Annexe 1

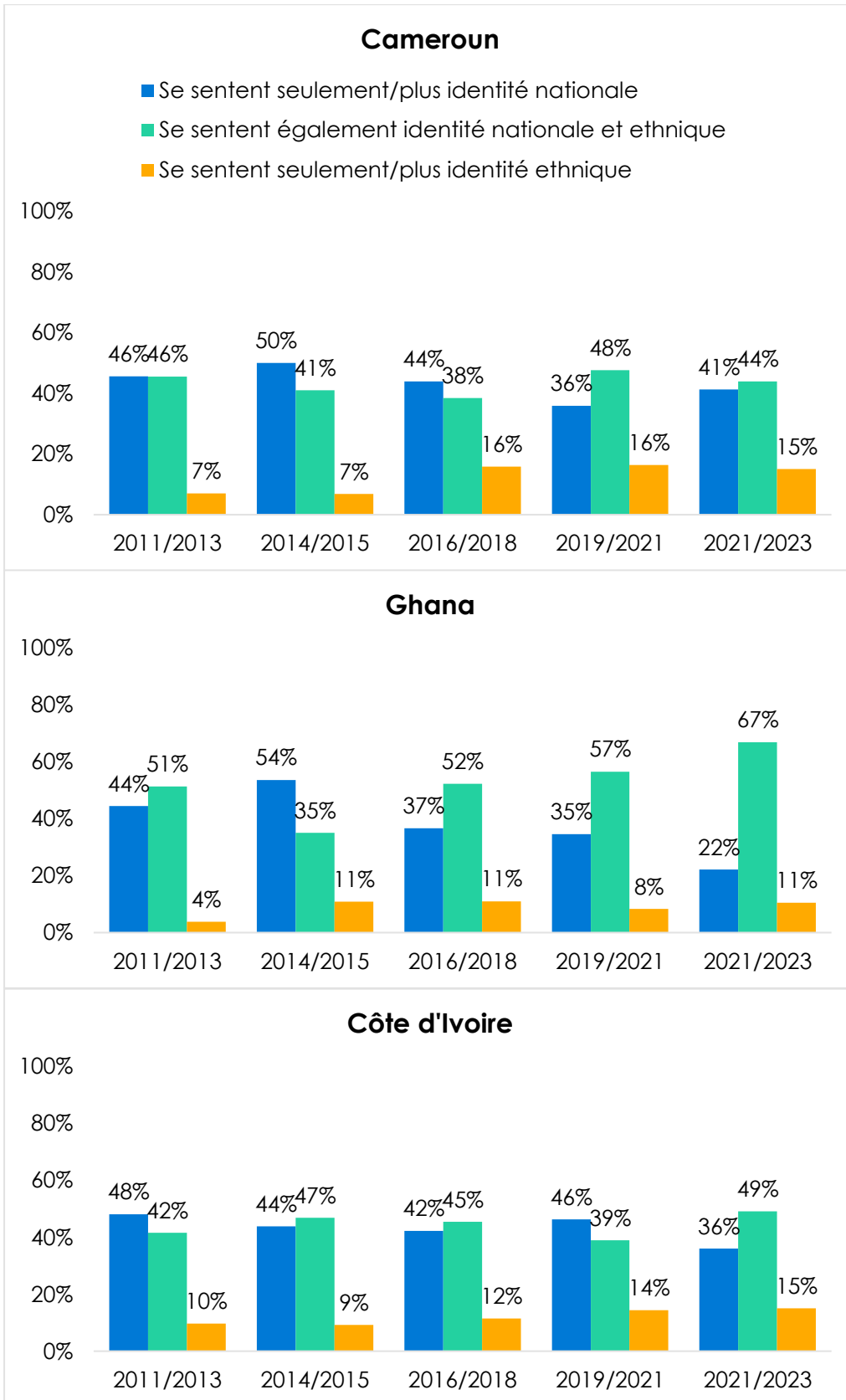
Tableau A.1: Dates des travaux de terrain des Rounds 9 et précédents d'Afrobarometer

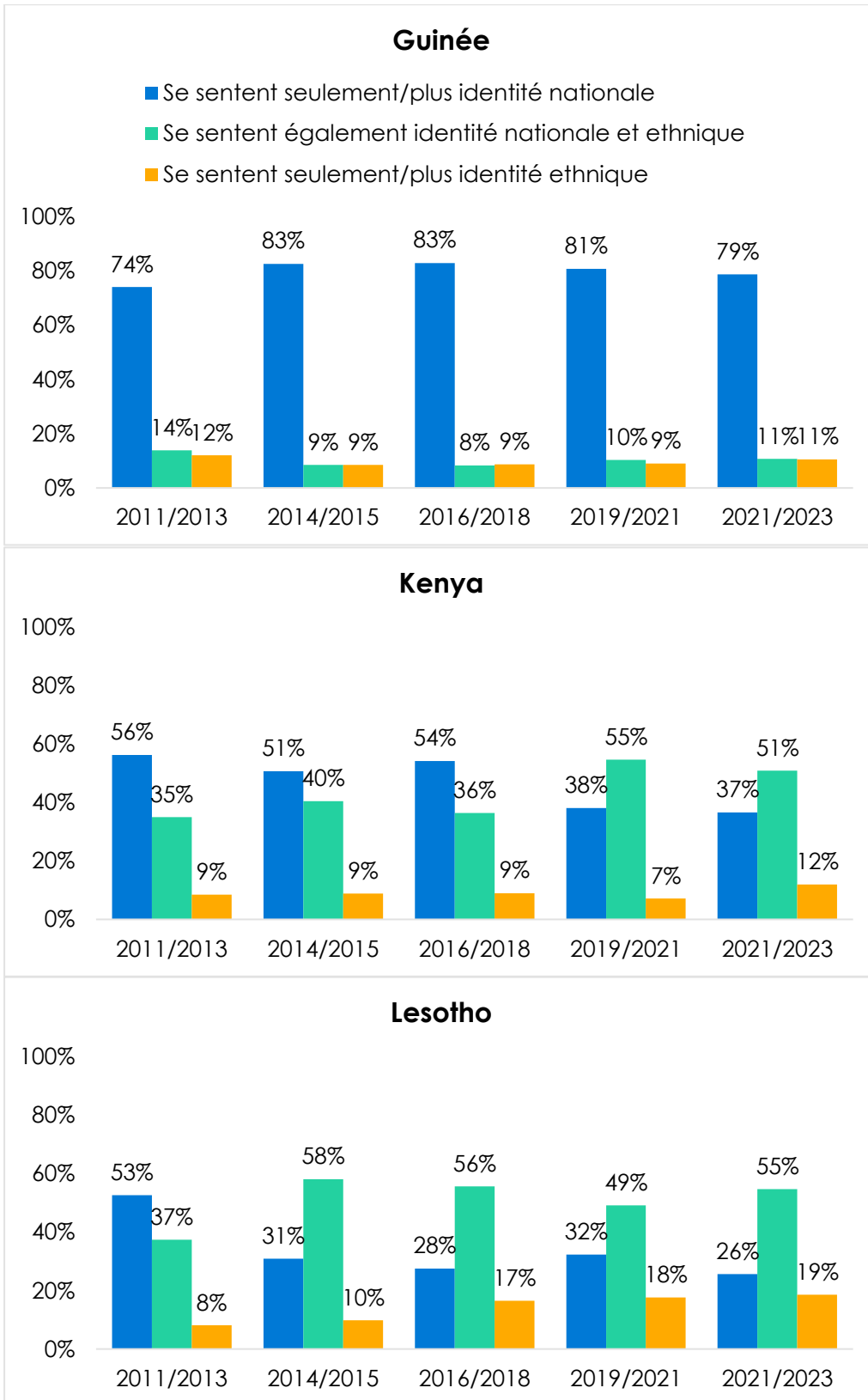
| Pays | Travaux de terrain du Round 9 | Précédents rounds |
|----------------------|-------------------------------|--|
| Afrique du Sud | Nov.-Déc. 2022 | 2000, 2002, 2006, 2008, 2011, 2015, 2018, 2021 |
| Angola | Fév.-Mars 2022 | 2019 |
| Bénin | Jan. 2022 | 2005, 2008, 2011, 2014, 2017, 2020 |
| Botswana | Juin-Juil 2022 | 1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019 |
| Burkina Faso | Sept.-Oct. 2022 | 2008, 2012, 2015, 2017, 2019 |
| Cabo Verde | Juil.-Août. 2022 | 2002, 2005, 2008, 2011, 2014, 2017, 2019 |
| Cameroun | Mars 2022 | 2013, 2015, 2018, 2021 |
| Congo-Brazzaville | Juin-Juil 2023 | NA |
| Côte d'Ivoire | Nov.-Déc. 2021 | 2013, 2014, 2017, 2019 |
| Eswatini | Oct.-Nov. 2022 | 2013, 2015, 2018, 2021 |
| Ethiopie | Mai-Juin 2023 | 2013, 2020 |
| Gabon | Nov.-Déc. 2021 | 2015, 2017, 2020 |
| Gambie | Août-Sept. 2022 | 2018, 2021 |
| Ghana | Avril 2022 | 1999, 2002, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019 |
| Guinée | Août 2022 | 2013, 2015, 2017, 2019 |
| Kenya | Nov.-Déc. 2021 | 2003, 2005, 2008, 2011, 2014, 2016, 2019 |
| Lesotho | Fév.-Mars 2022 | 2000, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2020 |
| Libéria | Août-Sept. 2022 | 2008, 2012, 2015, 2018, 2020 |
| Madagascar | Avril-Mai 2022 | 2005, 2008, 2013, 2015, 2018 |
| Malawi | Fév. 2022 | 1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019 |
| Mali | Juil. 2022 | 2001, 2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017, 2020 |
| Mauritanie | Nov. 2022 | NA |
| Maurice | Mars 2022 | 2012, 2014, 2017, 2020 |
| Maroc | Août-Sept. 2022 | 2013, 2015, 2018, 2021 |
| Mozambique | Oct.-Nov. 2022 | 2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2018, 2021 |
| Namibie | Oct.-Nov. 2021 | 1999, 2003, 2006, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019 |
| Niger | Juin 2022 | 2013, 2015, 2018, 2020 |
| Nigéria | Mars 2022 | 2000, 2003, 2005, 2008, 2013, 2015, 2017, 2020 |
| Ouganda | Jan. 2022 | 2000, 2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2017, 2019 |
| São Tomé et Príncipe | Déc. 2022 | 2015, 2018 |
| Sénégal | Mai-Juin 2022 | 2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017, 2021 |
| Seychelles | Déc. 2022 | NA |
| Sierra Leone | Juin-Juil. 2022 | 2012, 2015, 2018, 2020 |
| Soudan | Nov.-Déc. 2022 | 2013, 2015, 2018, 2021 |
| Tanzanie | Sept.-Oct. 2022 | 2001, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2021 |
| Togo | Mars 2022 | 2012, 2014, 2017, 2021 |
| Tunisie | Fév.-Mars 2022 | 2013, 2015, 2018, 2020 |
| Zambie | Août-Sept. 2022 | 1999, 2003, 2005, 2009, 2013, 2014, 2017, 2020 |
| Zimbabwe | Mars-Avril 2022 | 1999, 2004, 2005, 2009, 2012, 2014, 2017, 2021 |

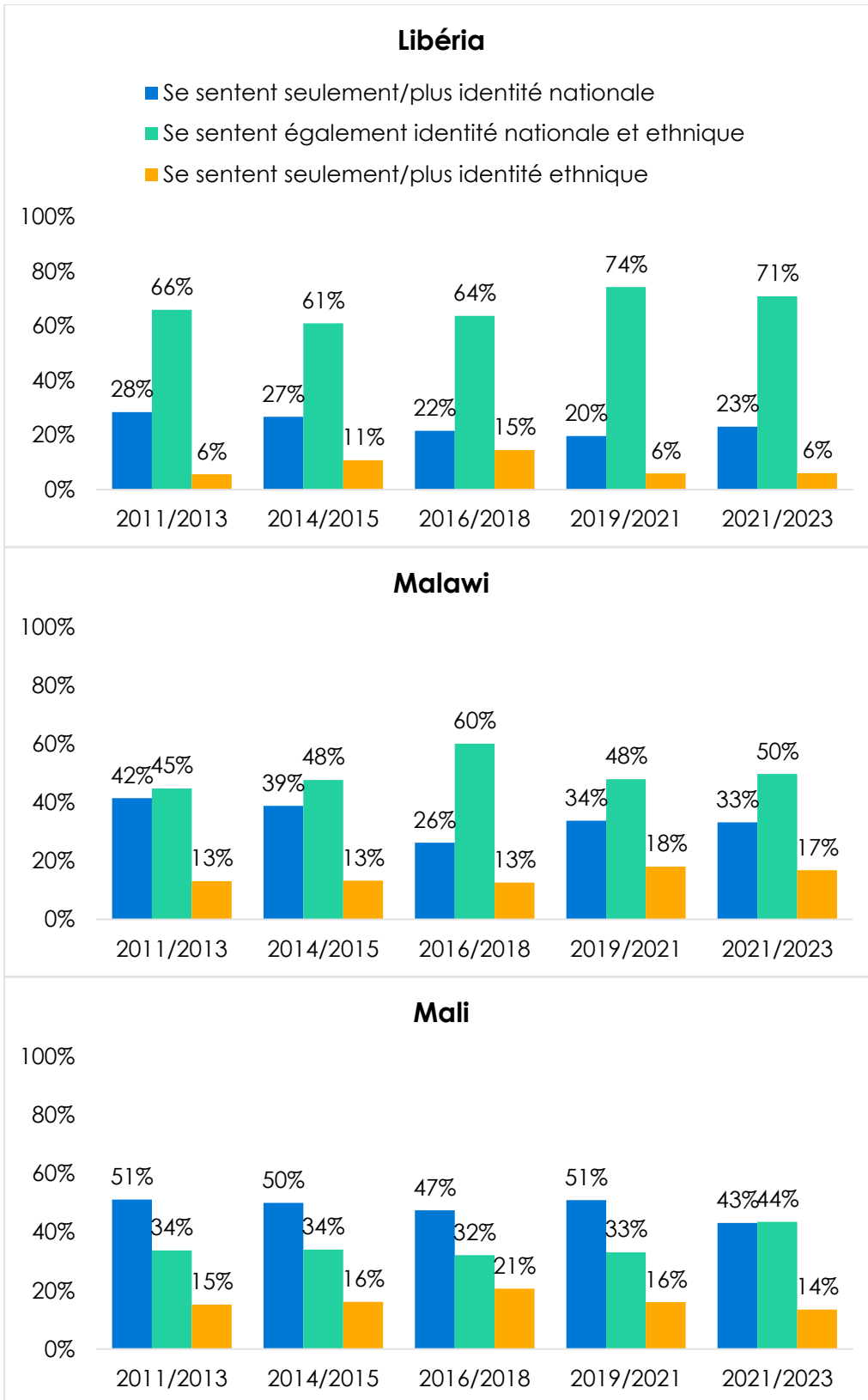
Annexe 2

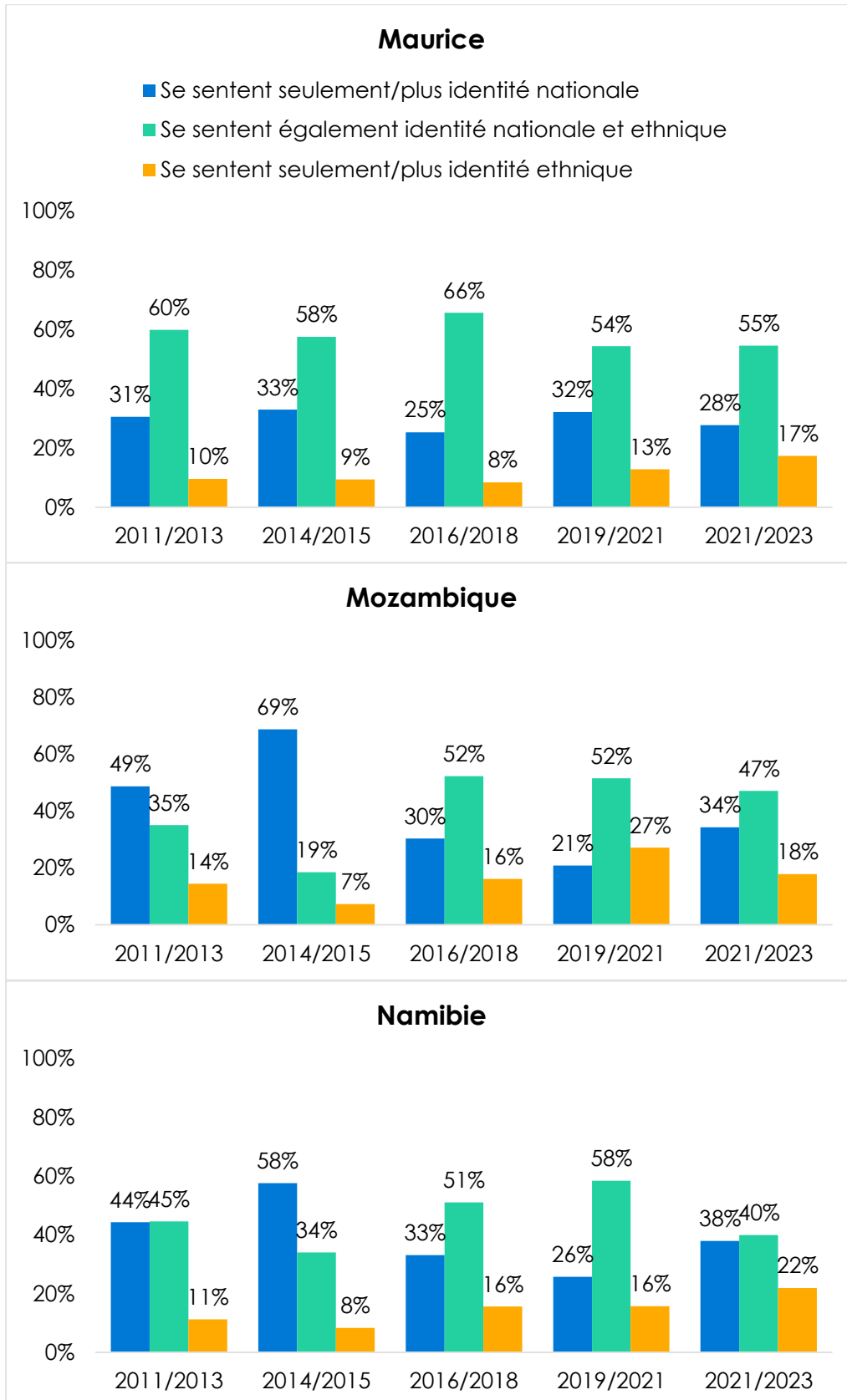
Tendances nationales de l'attachement à l'identité nationale par rapport à l'identité ethnique, 2011-2023

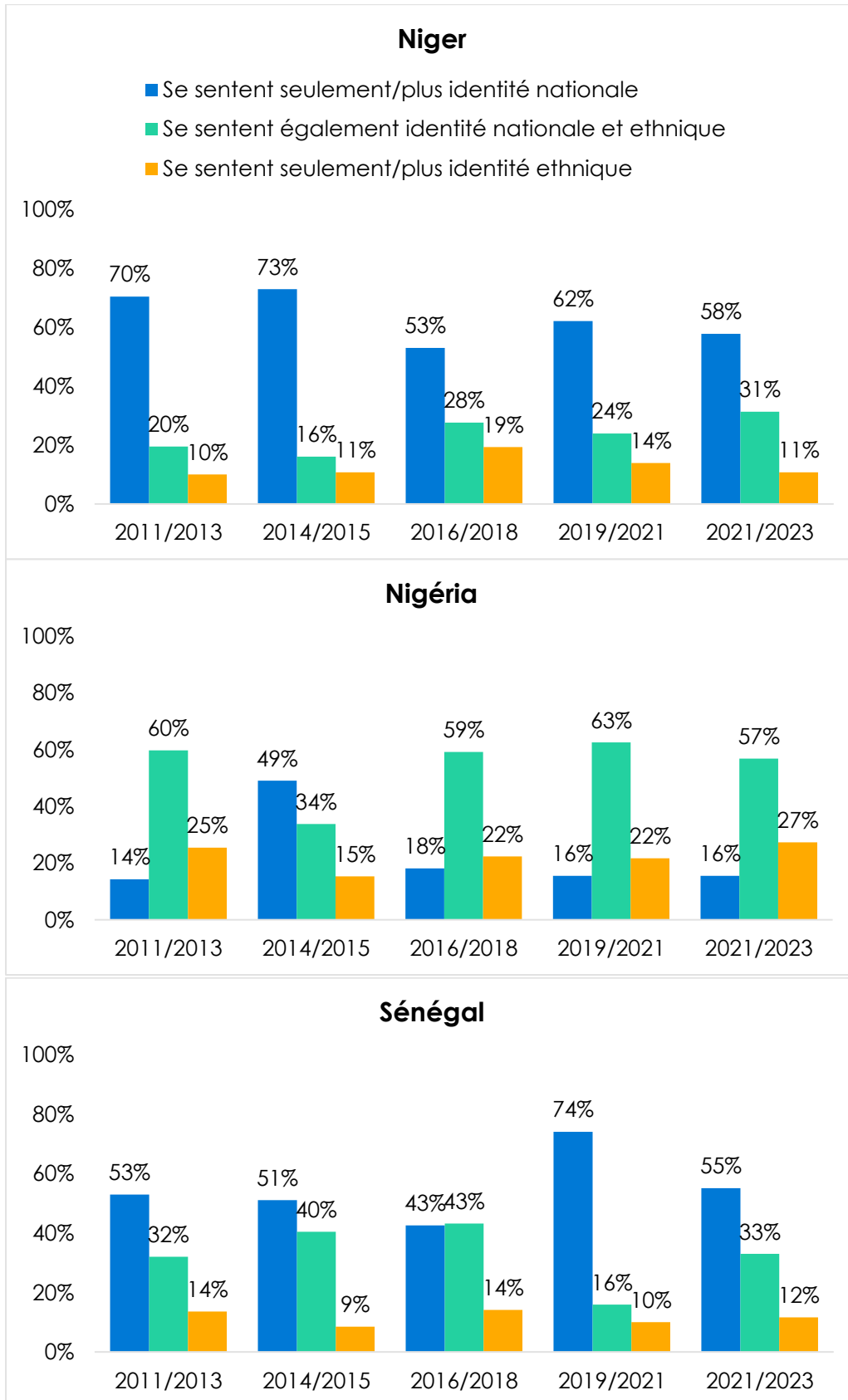


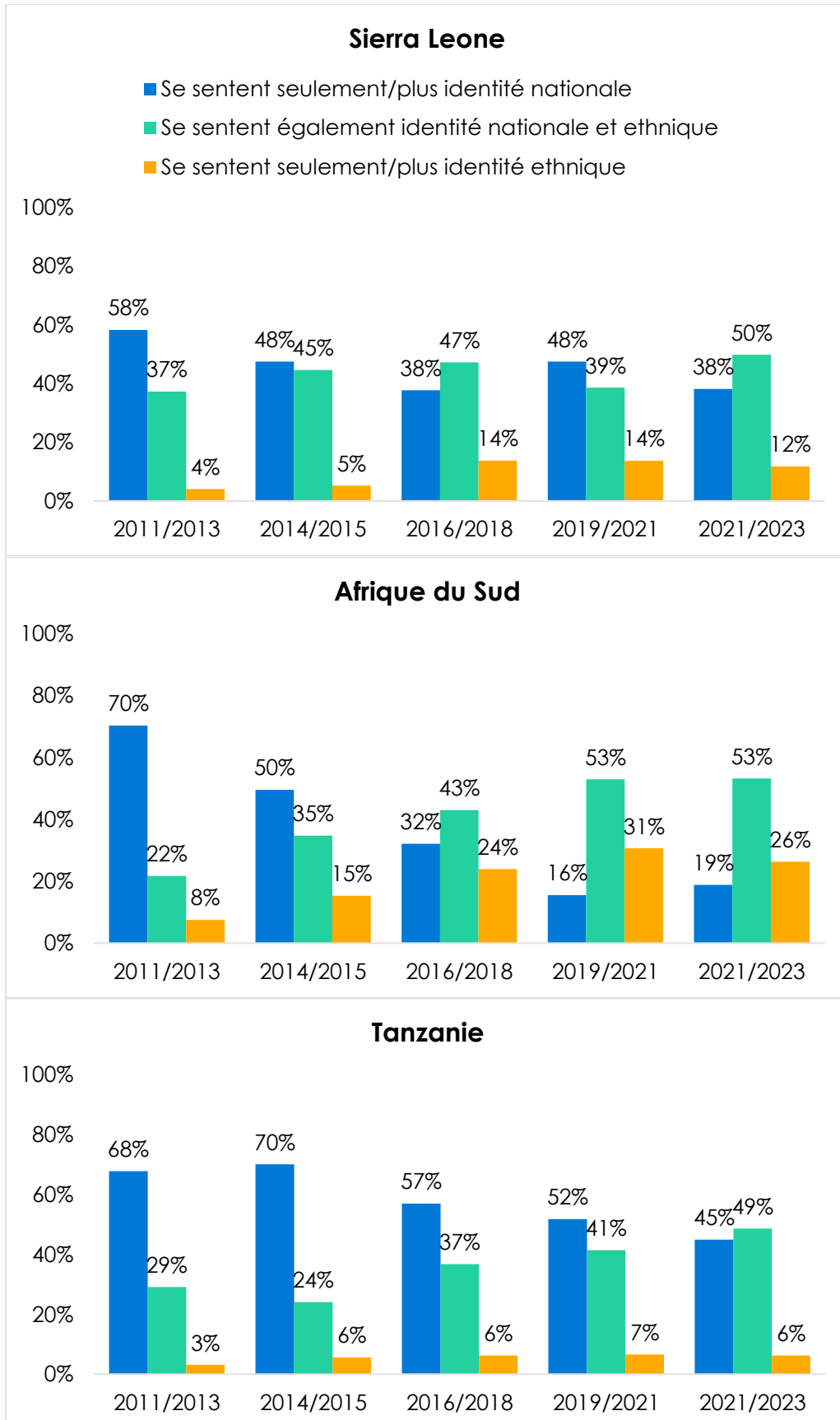


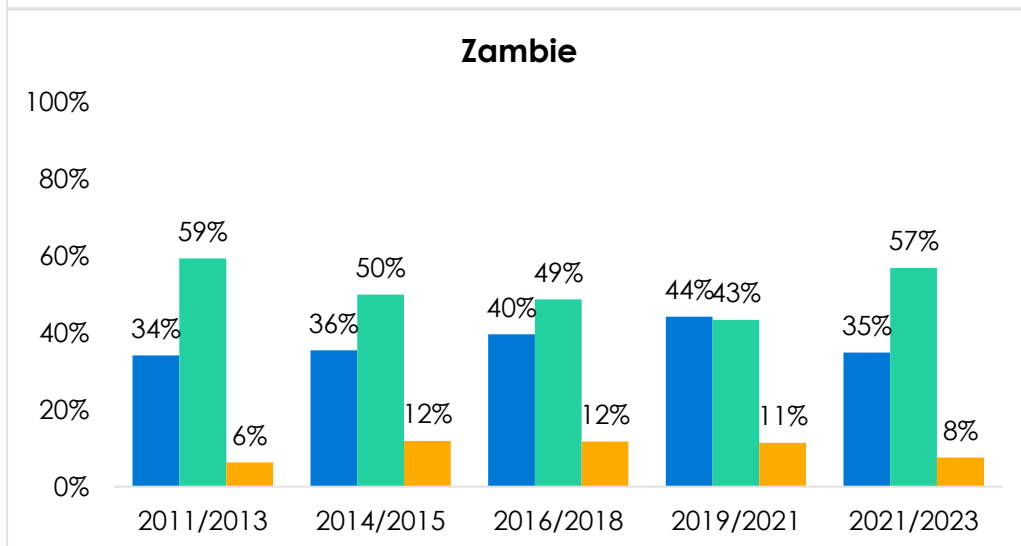
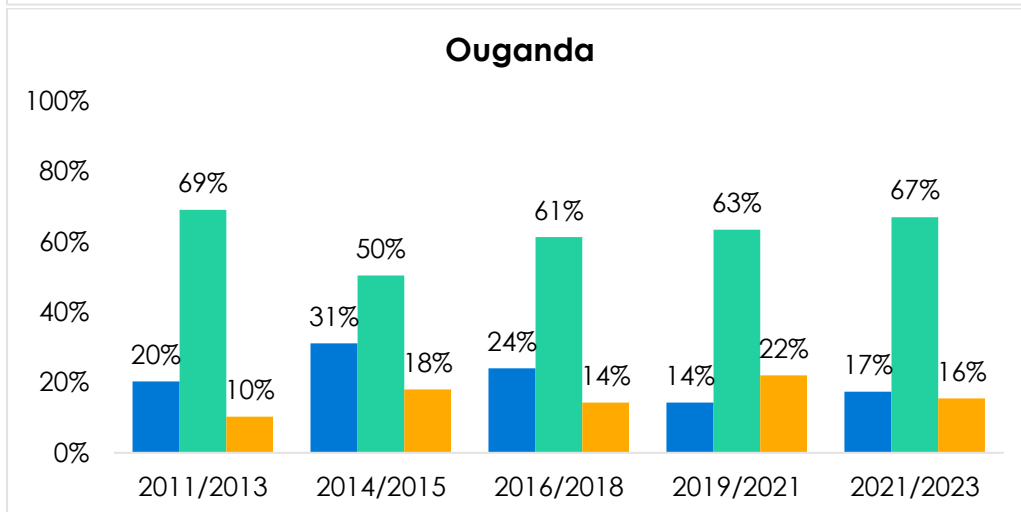
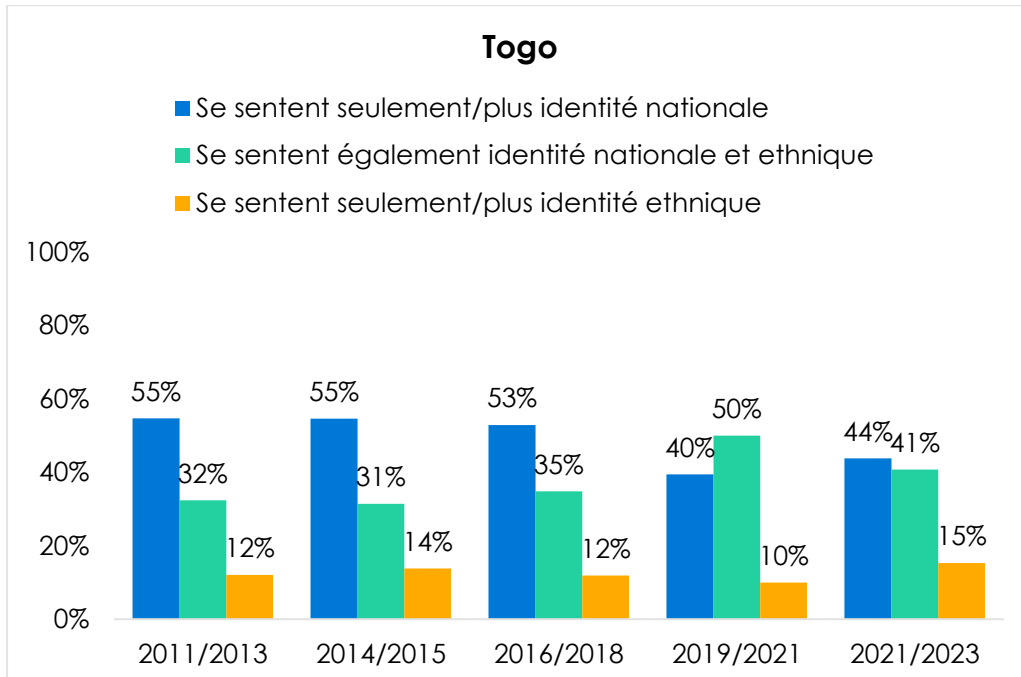


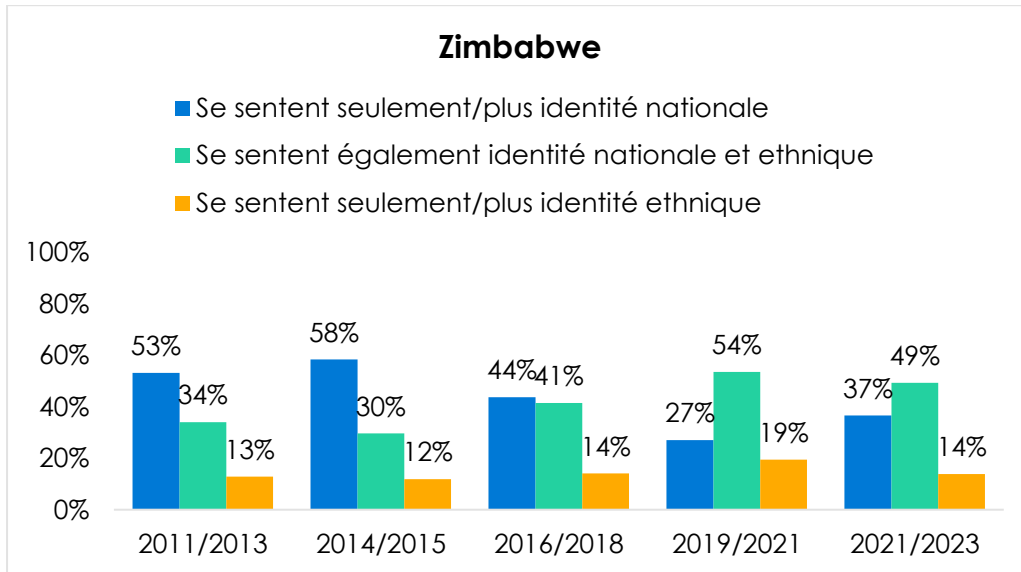












Question posée aux répondants : Supposons que vous ayez à choisir entre être [citoyen de ce pays] et être un membre du [groupe ethnique du répondant]. Laquelle des affirmations suivantes exprime le mieux vos sentiments ?

Je me sens seulement [identité nationale].

Je me sens plus [identité nationale] que [groupe ethnique].

Je me sens également [identité nationale] et [groupe ethnique].

Je me sens plus [groupe ethnique] que [identité nationale].

Je me sens seulement [groupe ethnique].

Maakwe Cumanzala est doctorant en économie et politique publique de la Neubauer Family à l'Université de Tufts. Email : mcumanzala@afrobarometer.org.

Carolyn Logan est directrice des analyses et du renforcement des capacités au sein d'Afrobarometer et professeure assistante au département de sciences politiques de l'Université d'Etat du Michigan. Email : clogan@afrobarometer.org.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), le Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et le Institute for Development Studies (IDS) de l'université de Nairobi au Kenya. Le Michigan State University, University of Cape Town et University of Malawi apportent un soutien technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix, de l'Agence norvégienne de coopération pour le développement via le projet Think Africa de la Banque mondiale, de la Fondation Mo Ibrahim, des fondations Open Society - Africa, de Luminate, de la Fondation Ford, de la Fondation William et Flora Hewlett, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation Mastercard, de la Fondation David et Lucile Packard, de la Commission de l'Union Européenne, du groupe de la Banque Mondiale, du Centre de recherche sur le développement international (CRDI), de l'ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de l'ambassade de Suède au Zimbabwe, et de la GIZ.

Les dons permettent à Afrobarometer de porter la parole des citoyens africains. Veuillez envisager de faire un don à Afrobarometer. Pour faire un don en ligne, veuillez suivre ce [lien](#) ou ce [lien](#). Pour discuter du financement institutionnel, veuillez contacter Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org).

Suivez nos publications sur #Voices Africa.



Dépêche No. 940 d'Afrobarometer | 28 janvier 2025